

***l'Anti*capitaliste**

n°266 | 27 novembre 2014 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**GOUVERNEMENT
ET DROITE
NOURRISSENT
CE DANGER**

CONTRE LE

F. HAINES

**construisons
la riposte!**

Dossier

25 ans après la chute
du mur de Berlin, l'actualité
du communisme?

Pages 6 et 7

ÉDITO

Promesse tenue?
Page 2

PREMIER PLAN

Manifestations
à Toulouse: la fuite en
avant d'un État assassin
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
Sans-papiers en Italie: le défi
aux frontières et au racisme
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Feleknas Uca,
Kurde yézidi
Page 12



édito

Par SANDRA DEMARCQ

Promesse tenue?

De retour lundi 24 novembre pour la troisième fois en trois ans en Moselle, François Hollande s'est amplement félicité des prétendus engagements tenus en inaugurant une «plateforme publique de recherche et de développement industriel». Pourtant, comme pour son prédécesseur, Florange reste le lieu emblématique des reniements, des promesses non tenues du président au service du Medef. En effet, il y a un an et demi, le PDG du groupe Arcelor avait pu fermer les hauts-fourneaux du site de Florange grâce aux renoncements de Hollande et de son mal-nommé ministre du Redressement productif, Montebourg, supprimant des centaines d'emplois sans compter ceux des intérimaires et des sous-traitants. Tout le contraire de ce qu'avait promis le candidat juché en 2012 sur un camion syndical: «Je viens devant vous prendre des engagements... Je ne veux pas me retrouver dans la situation d'être élu un jour sur une promesse et ensuite de ne pas revenir parce qu'elle n'aurait pas été tenue».

Reconnaissons-le, c'est vrai qu'il est revenu depuis sur le site de Florange... mais sans acier, sans création d'emplois, sans le courage politique d'affronter le capitaliste Lakshmi Mittal. Pas grave, pour Hollande, «Florange, c'est le symbole qu'après une crise, la réussite est possible»... De quelle réussite parle-t-il? Celle de la mise en place d'un énième laboratoire de recherche publique qui au final ne créera... qu'une douzaine d'emplois? Cela alors que le chômage explose, en particulier dans cette région? Belle réussite en effet! Mais visiblement pas appréciée à sa juste mesure par les intéressés. Lors d'une venue précédente, Hollande avait été sifflé par les salariés, accueilli par des «Hollande comme Sarkozy, président des patrons!». Cette fois-ci, il a couragement évité de croiser celles et ceux qui manifestaient, entrant sur le site par la petite porte pour saluer un auditoire bien sage et compréhensif... Il a ainsi pu raconter ses bobards en toute tranquillité. Malgré ce petit «coup de com'», Florange est et restera le symbole des renoncements de ce pouvoir vis-à-vis des salariés. La pierre tombale d'un président qui ne gouverne que pour les riches et les patrons, d'une politique qui fait le terreau du Front national. Les blablas et les caméras n'y changeront rien.

BIEN DIT

Certains vivent les polémiques comme Jean-Marie Le Pen ou Alain Finkielkraut, un pantin manipulé par les politiques. À la fin des années 1990, Le Pen déplorait le trop grand nombre de joueurs de couleur dans l'équipe de France. En fait, la question ne se posait pas. Pas plus que celle de l'hymne national. Je n'ai jamais chanté «la Marseillaise», tout comme Platini, et ça n'a jamais fait débat.

ÉRIC CANTONA, dans *l'Obs*, dimanche 16 novembre

À la Une

CONTRE LE F-HAINE, CONSTRUISONS LA RIPOSTE!

Le congrès du Front national se tient ces 29 et 30 novembre. Drôle de congrès, où il n'y a que 40 minutes de débat en «assemblée générale» et deux heures de tables rondes sur l'écologie, la fraude fiscale, le numérique ou les accords de Schengen sur les frontières européennes...

Le reste n'est constitué que de discours ou rapports des responsables du FN, notamment Jean-Marie Le Pen et sa fille... ou de «repas de gala». Qu'on ne s'attende donc pas à de grands débats sur la stratégie du FN.

Un parti comme les autres?

L'objectif du congrès du FN est en effet de ne rien changer à la politique actuelle de sa direction, et de masquer les divergences qui existent en interne sur la stratégie du parti. La bataille de 2010 pour la présidence entre Marine Le Pen et Bruno Gollnisch qui s'opposait à la «dédiabolisation», est bien loin. S'appuyant sur les scores aux dernières élections municipales et européennes, la direction autour de Marine Le Pen et Florian Philippot est incontestée.

Mais, justement, où en est-on de cette dédédiabolisation, et le FN est-il devenu «un parti comme les autres»? D'un certain point de vue, le FN s'est largement intégré au jeu politique bourgeois. «Tout son état-major (BP, CC) est très majoritairement (pour ne pas dire exclusivement) composé d'avocats, de juristes, de chefs d'entreprise, de hauts fonctionnaires, de conseillers régionaux, d'élus municipaux ou de militaires et policiers (en exercice ou non)»¹. Et, comme d'autres, ses élus municipaux sont au premier plan des affaires de fraude, d'achat de voix, de favoritisme dans les marchés publics...

Mais, d'un autre point de vue, nous sommes tout de même en présence d'une gestion différente de celles de la plupart des mairies. Ainsi, Fabien Engelmann (à Hayange en Lorraine) ou Robert Ménard (Béziers, non encarté FN mais très proche) multiplient les agressions contre



les syndicalistes et les musulmans et tentent d'encadrer idéologiquement la population: fête du cochon, blouse à l'école, etc.²

On pourrait être tenté de penser que ce sont les débordements de quelques dingues, si ces préoccupations politiques n'étaient au cœur de l'appareil du FN. Marine Le Pen s'est entourée à la fois de militants partisans de la dédédiabolisation, pour donner une image plus consensuelle du parti, allant jusqu'à tolérer le PACS... mais aussi de nazis assumés. Ainsi, le trésorier de Jeanne, le micro-parti de Marine Le Pen qui recueille les financements, a été récemment attrapé, faisant des saluts nazis à l'occasion de son anniversaire: «Parmi les invités figurent le vieil ami de Marine Le Pen, Frédéric Chatillon, ancien leader du GUD,

et Minh Tran Long, ancien de la FANE, un groupuscule violent et ouvertement néonazi dissous dans les années 1980»³.

Un danger à combattre

S'il n'est pour l'instant pas soutenu par la grande bourgeoisie, par les milieux de «décideurs», le FN est une menace pour le monde du travail et plus généralement pour l'ensemble des classes populaires. Sa démagogie, qui s'oppose dans le discours aux grands patrons et aux «entreprises du CAC 40 qui font des superprofits», est la même que celle utilisée dans les années 30 par les fascistes en Italie et les nazis en Allemagne: faire croire que l'on est du côté du peuple... pour ne rien changer aux fondements même du capitalisme. Marine Le Pen ne dit pas autre chose: «Nous

ne remettons pas en cause l'économie de marché, ni les bienfaits de la concurrence si elle est loyale»... Le FN prétend défendre les travailleurs... mais s'attaque aux syndicalistes dans tous les endroits où il a des élus. Il prétend défendre les chômeurs... mais ne propose aucune mesure à part la fermeture des frontières, dans sa classique démagogie raciste.

Dans les années 90 et 2000, on avait coutume de dire qu'une course de vitesse était lancée entre l'extrême gauche et l'extrême droite. Aujourd'hui, l'avantage est clairement du côté du FN et de ses petits satellites fascistes. Du fait de la crise économique et de l'incapacité de la gauche à y faire face, ils ont le vent en poupe. Cela ne doit pas nous convaincre que le combat est perdu d'avance mais, à l'inverse, de presser le pas!

Pour combattre le FN, il n'y a pas des milliers de solutions. Il faut construire des mobilisations unitaires contre ce parti et ses idées, comme nous le faisons ce samedi 29 novembre à Lyon en manifestant contre la tenue de son congrès, et en constituant des collectifs militants contre le FN. Il faut aussi une riposte d'ensemble du mouvement ouvrier, une mobilisation de masse qui redonne confiance à notre classe sociale, celle des travailleurs, pour en finir avec ce gouvernement au service du capitalisme, pour construire une autre société.

Antoine Larrache

1 - <http://tantquillefaudra.org/debats/article/le-fn-aux-portes-du-pouvoir>

2 - <http://npa2009.org/actualite/front-national-les-mairies-senlisent>

3 - <http://www.mediapart.fr/journal/france/241114/le-salut-fasciste-de-largentier-de-marine-le-pen>

ISRAËL-PALESTINE

Jérusalem au cœur des discriminations et des répressions

Au-delà des événements récents, il s'agit de comprendre l'accélération du cycle de répression sioniste et des actions de résistances palestiniennes, au cœur desquelles se trouve la ville de Jérusalem...

Il s'agit de la poursuite inlassable du plan de Benjamin Netanyahu du «grand Jérusalem» approuvé par le Parlement israélien en juin 1998 (pour mémoire au cœur des discussions du processus d'Oslo...).

La colonisation massive de la Cisjordanie rend impossible l'existence de deux États, et Israël mène donc depuis plusieurs années une offensive expresse pour accélérer la judaïsation de Jérusalem.

Les leviers du colonialisme

Pour mener à bien ce projet, l'État d'Israël use de plusieurs leviers. D'abord, la discrimination raciale: après l'occupation de 1967, les habitantEs arabes n'ont pas obtenu la nationalité israélienne, et n'ont toujours pas cette nationalité... bien que payant leur impôts à l'État sioniste. Les Palestiniens doivent fournir un ensemble de documents administratifs pour obtenir une carte de résident. Sans ce laissez-passer, l'installation dans Jérusalem est interdite et conduit à l'expulsion de la ville. Entre 1995 et 2013, 11 000 cartes de résident ont été retirées aux Palestiniens. À l'inverse, toute la population juive peut y résider sans aucune formalité administrative. De plus, il y a colonisation par l'encerclement de la Jérusalem historique, avec l'édification de trois blocs de colonies: au Nord, Giv'at Zeev;

au Sud, Goush Etzion; à l'Est, Ma'ale Adoumim. Un véritable «cordon sanitaire» coupant la ville du reste de la Cisjordanie. Régulièrement le gouvernement israélien annonce la construction de nouvelles habitations dans ces blocs. À l'intérieur des quartiers Est de la ville, des centaines de colons chassent les habitantEs de leur maison, s'y installent, soutenus par les milices sionistes, elles-mêmes accompagnées de la police israélienne, après présentation de vrais ou faux actes de propriété. Ce phénomène de colonisation et d'encerclement s'accélère avec la mise en place d'infrastructures de transport, tel le tramway, le réseau routier, reliant les quartiers Ouest de Jérusalem à la partie Est. Il y a une véritable discrimination par rapport à l'obtention du permis de construire, quasiment impossible à obtenir pour les résidentEs

Un monde à changer

INDUSTRIE CRIMINELLE. Le scandale de l'amiante continue... En France, à Aulnay-sous-Bois (93), 13 000 enfants ont été scolarisés dans trois écoles situées près d'une usine de broyage d'amiante de 1938 à 1975... Près de quarante ans plus tard, les autorités sanitaires se lancent à la recherche de ces anciens écoliers. Un courrier de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France les invite donc à consulter leur médecin pour « établir un diagnostic » et éventuellement contacter une « cellule d'information dédiée ». « Si les travailleurs du CMMP ont été largement exposés à l'amiante au cours de leur activité professionnelle, les riverains de l'usine l'ont également été du fait des poussières d'amiante émises par le CMMP dans l'atmosphère », souligne l'ARS. En 2006, une première étude avait déjà établi un lien entre l'activité de l'usine et des cas de maladies chez des anciens écoliers. Quatre associations de défense des victimes et des riverains sont en désaccord avec l'ARS sur la mise en œuvre de cette recherche, notamment « la destruction programmée des fichiers » d'anciens élèves empêchant tout suivi médical, ainsi que les indicateurs retenus

par l'ARS, insuffisants pour évaluer les pathologies... En Italie, après vingt ans d'enquête et de procédures, la Cour de cassation a mis fin à un procès concernant environ 3 000 personnes touchées. Ce procès visait un industriel suisse, Schmidheiny, ex-proprétaire de l'entreprise d'amiante Eternit Suisse et ancien actionnaire d'Eternit Italie, accusé d'« homicide volontaire » pour la mort, à partir de 1989, de 256 personnes décédées d'asbestose (fibrose pulmonaire) ou de mésothéliome (cancer de la plèvre) après avoir été au contact de particules d'amiante sur les sites où Eternit avait implanté ses usines... Condamné en 2012 à 16 ans de prison pour « catastrophe environnementale », peine alourdie en appel à 18 ans et à 89 millions d'euros de dommages et intérêts, Schmidheiny a tout été simplement acquitté pour cause de « prescription ». Selon l'Organisation mondiale de la santé, environ 125 millions de personnes dans le monde sont exposées à l'amiante sur leur lieu de travail et plus de 107 000 personnes en meurent chaque année. Pour elles, il n'y a pas de prescription de la maladie...

MANIFESTATIONS **Toulouse: la fuite en avant d'un État assassin**

Depuis le meurtre de Rémi Fraisse par la gendarmerie sur la ZAD du Testet, la nuit du 25 au 26 octobre, à Sivens (Tarn), Toulouse est devenu l'épicentre de la contestation contre le barrage et les violences policières.

Les manifestations des 1^{er}, 8 et 22 novembre en sont la preuve, de même que le mouvement étudiant à l'université Jean-Jaurès (ex-Mirail) dont les cortèges vont grandissants à chacune de ces mobilisations. Alors que tous les éléments connus à ce jour sont accablants sur la responsabilité du gouvernement, ce dernier poursuit sa fuite en avant répressive: interdiction systématique des manifestations, dispersion violente, gazage et militarisation de la ville par la préfecture à trois reprises (hélicoptère, fourgons-hermes, canons à eau, fermeture systématique du métro et déploiement disproportionné de troupes surarmées), et plus de 50 interpellations, avec des peines « exemplaires » prononcées en comparution immédiate. L'objectif du gouvernement est clair: marginaliser le mouvement d'opposition au barrage, en assimilant les opposants à des « casseurs », et par là même en tentant de justifier les violences policières exercées depuis début septembre à leur encontre et ayant abouti à la mort de Rémi Fraisse.



Samedi 20 novembre après-midi. DR

Exiger l'amnistie pour tous les condamnés

Cette politique a été facilitée par l'absence totale de réaction des organisations ouvrières et démocratiques traditionnelles, laissant le champ libre aux exactions policières. Ainsi, malgré la gravité des faits, seuls l'AL, le CSR et l'UAT ont répondu présent avec le NPA pour appeler à la manifestation du 8 novembre initiée par les Zadistes. Et ce n'est qu'après deux manifestations violemment

réprimées par les forces de l'ordre – 37 interpellations – qu'il a été possible d'élargir le cadre unitaire, avec des syndicats (FSU, Solidaires) et organisations politiques (EELV, PG, PCF, Ensemble). Cet élargissement s'est cependant fait au détriment de l'unité du mouvement, aboutissant samedi 22 novembre à deux manifestations: une le matin à l'appel des organisations, une l'après-midi à l'appel du collectif ZAD31. Regrettant cette situation, le NPA a appelé aux

deux manifestations et continue à œuvrer pour leur convergence. Malgré une campagne préfectorale et médiatique intense opposant la « bonne » manifestation autorisée du matin à la « mauvaise » manifestation interdite et « à hauts risques » de l'après-midi, et malgré une ville à nouveau en état de siège et quadrillée par les forces de l'ordre, ce sont plus de 2 000 manifestantEs qui ont choisi de braver l'interdit (contre 400 le matin) pour la plus grosse manifestation jusqu'ici. Si certains commerçants du centre ville s'exaspèrent pour leurs affaires en période de fêtes, les témoignages dénonçant les exactions policières se multiplient et la population toulousaine s'est montrée en grande partie solidaire des manifestantEs, les aidant à de multiples reprises à échapper aux violences policières en leur ouvrant des portes, preuve que la marginalisation du mouvement ne prend pas. Il s'agit maintenant d'exiger dans l'unité la plus large l'amnistie pour tous les condamnés et la relaxe de tous les inculpés des manifestations des 1^{er}, 8 et 22 novembre. Il est grand temps que les organisations démocratiques et du mouvement ouvrier, des droits de l'homme, les personnalités du mouvement social, les intellectuels progressistes, rejoignent publiquement ce combat, notamment le rassemblement du jeudi 4 décembre devant le palais de Justice, pour le procès de 5 inculpés, dont notre camarade Gaëtan. **Correspondants**

Le chiffre

200 millions

C'est, selon l'ONU, le nombre de femmes qui « manquent » dans le monde. Infanticide des filles en Inde et en Chine, crimes d'honneur, violences intrafamiliales... Chaque jour des milliers de femmes sont tuées dans le monde parce qu'elles sont nées filles...



Agenda

Samedi 29 et dimanche 30 novembre, mobilisation contre le congrès du FN, Lyon.

Manifestation le samedi après-midi à 14 h place Jean-Macé. Plus d'infos: www.alyonnousfaceaufn.org
Car de Paris: paiements-unitaires.org

Mardi 2 décembre, réunion publique unitaire sur le climat, Rouen.

Avec Christophe Aguiton (Ensemble!), Martine Billard (Parti de gauche) et Christine Poupin (NPA), à partir de 18 h à la Halle aux Toiles.

Mercredi 3 décembre, réunion publique du NPA sur le Moyen-Orient, Saint-Denis.

Avec Julien Salingue, à 20 h à la Bourse du travail.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

[Une] majorité de Palestiniens ne savent même pas qu'Israël existe.

BERNARD HENRY LEVY, sur Radio J, dimanche 16 novembre

palestiniens. À défaut d'autorisation, des milliers de maisons ont été détruites depuis 1967. De plus, les plans d'urbanisme jouent un rôle important, comme dans le quartier de Silwan, où des centaines de maisons palestiniennes sont détruites... pour faire place à un centre touristique et un parc national israélien.

Résister ou subir

À cela s'ajoutent bien sûr les multiples attaques et tentatives d'occupation de l'esplanade des mosquées par les fanatiques religieux juifs, souvent conduites par Moshe Feiglin, député du Likoud. Ces actions sont protégées par les forces d'occupation. Par contre, ces mêmes lieux de culte sont régulièrement interdits à une partie de la population palestinienne... Et le gouvernement israélien vient

d'adopter un projet de loi instaurant le statut légal d'Israël comme « l'État-nation du peuple juif », sans aucune référence à la notion de démocratie!

C'est dans ce contexte, un échec complet des processus découlant d'Oslo, une impunité de l'État israélien aux yeux de la « communauté internationale », si ce n'est sa complicité, que se déroule la « bataille de Jérusalem », avec des formes de résistances multiples, collectives ou individuelles, décidées par des Palestiniens qui n'ont pas d'autres choix que de combattre inlassablement l'occupant ou de subir les diktats racistes coloniaux. À l'appel des Palestiniens et des habitantEs de Jérusalem, ce samedi 29 novembre sera une journée internationale de solidarité avec les Palestiniens de Jérusalem. **Marc Prunier et Claude B.**



500 nouveaux logements colons au nord de Jérusalem. DR

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0414 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

AUTOROUTES

Exproprier les féodaux

Les autoroutes ont été construites avec l'argent des contribuables. Les sociétés qui les gèrent ont été privatisées entre 2002 et 2005. Elles augmentent les tarifs quasiment à leur guise et font des bénéfices juteux. Pour y mettre fin, il faut les exproprier.

Les autoroutes françaises ont été construites avec l'argent des contribuables. L'État percevait les péages par l'intermédiaire de sociétés concessionnaires publiques. Mais, une fois construites, les autoroutes sont devenues des bonnes affaires, d'où l'idée de les privatiser... Ce sont les socialistes qui vont d'abord mettre la main à la pâte. En 2002, le gouvernement de Jospin vend au privé 49% du capital d'Autoroutes du sud de la France (ASF). Début 2006, le gouvernement Villepin décide de privatiser toutes les sociétés concessionnaires. Certes, l'État reste propriétaire du réseau, mais il laisse d'autres tirer bénéfice de ses investissements. Pour 14,8 milliards d'euros que l'État reçoit immédiatement, il se prive pour l'avenir de recettes garanties beaucoup plus importantes, estimées entre 34 et 39 milliards d'euros : plus du double de l'argent reçu par l'État !



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILLO

En fait, les sociétés d'autoroute se sont débrouillées pour augmenter encore plus leurs recettes, malgré un contrôle théorique de l'État sur les tarifs. La Cour des comptes a plusieurs fois dénoncé cette situation. L'État, en général prêt à se plier à tous ses avis quand il s'agit de réduire les prestations sociales, a décidé de ne pas en tenir compte et continue à homologuer sans rechigner des tarifs de plus en plus favorables aux actionnaires. Par ailleurs, malgré leurs recettes, les salariéEs des sociétés d'autoroute ne sont pas, eux, à la fête.

100 euros de péage, 24 euros de bénéfice net...

En septembre 2014, nouveau rapport émanant de l'Autorité de la concurrence. Les sociétés, filiales pour la plupart des géants français du BTP Eiffage et Vinci ainsi que de l'espagnol Abertis, détiennent les concessions jusqu'en 2027-2033. Le rapport note que la rentabilité nette de ces sociétés après impôts a atteint en 2013 entre 20 et 24 %, des chiffres quasiment sans équivalent dans d'autres secteurs économiques : 100 euros de péages payés par l'utilisateur, entre 20 et 24 euros de bénéfice net pour les concessionnaires d'autoroutes. Le rapport pointe aussi une hausse des péages qui, depuis dix ans, a quasiment toujours dépassé l'inflation. Ce rapport est diffusé au moment où l'État avait commencé à négocier avec les sociétés d'autoroute un « plan de relance autoroutier », qui accorderait un allongement de la durée des concessions en échange de quelques investissements. Comme tout ça fait un peu de bruit, le ministre de l'Économie, Macron, a annoncé le 13 novembre vouloir étendre les compétences de l'Autorité de régulation des activités ferroviaires pour veiller à la gestion des autoroutes. Il a également évoqué une éventuelle négociation pour baisser certains tarifs. Un projet tellement creux qu'un député PS a proposé de dénoncer les contrats de concession et de les renégocier sur la base d'un rapport de forces. Comme il ne s'agit pas de faire rendre gorge aux actionnaires, cela coûterait tout de même environ 40 milliards d'euros... Néanmoins, les sociétés protestent, et le gouvernement ne semble pas prêt à passer outre. Il s'agit aussi pour les députés de tracer des pistes alternatives à une idée de bon sens : la renationalisation. Au niveau parlementaire, la renationalisation est portée par le PCF qui a déposé une proposition de loi, déjà discutée au Sénat et votée avec les Verts. Droite et PS l'ont rejetée. Le PCF a décidé de lancer une campagne : une initiative qui a le mérite de mettre en lumière un véritable scandale, même si le texte déposé prévoit d'indemniser les actionnaires de sociétés d'autoroute (par une hausse de l'impôt sur les sociétés).

Henri Wilno

SOCIÉTÉ Folie jihadiste et campagne réactionnaire

Faisant les choux gras des tabloïds et des magazines politiques, la présence de jeunes jihadistes français engagés dans les rangs de l'Etat islamique-Daesh, et participant activement aux atrocités que celle-ci commet, interroge sur les raisons qui peuvent pousser une fraction – certes infime – de la jeunesse européenne à rejoindre une secte meurtrière et obscurantiste. Elle est aussi l'occasion d'une campagne réactionnaire.

Deux Français sont soupçonnés d'avoir participé à une exécution de masse perpétrée par l'État islamique, filmée et mise en ligne dimanche 16 novembre. Un premier nom a été révélé, celui d'un jeune de 22 ans, originaire de Normandie, Maxime Hauchard, qui figurait sur la vidéo de Daesh où l'on voit des jihadistes exécuter et commettre des exactions sur plusieurs dizaines de personnes, dont l'Américain Peter Kassig. Puis un deuxième, Mickaël Dos Santos. « Bourreaux de Daesh : le second Français identifié » annonçait France 2. Si le parquet se contentait d'avoir « de fortes présomptions », les médias se sont aussitôt emparés de l'affaire : portraits détaillés, photos, témoignages... « D'une barre HLM à la Syrie, le parcours du jihadiste Mickaël Dos Santos » titrait même un journal !

Une réalité

Au-delà des effets médiatiques, par le biais de cette vidéo, Daesh a voulu mettre en évidence, grossir une réalité difficile à accepter pour les défenseurs de l'ordre existant. Comment leur société peut-elle produire de telles dérives chez des jeunes, jeunes dont les enquêtes

révèlent qu'ils ne correspondent pas aux préjugés véhiculés par les racistes et réactionnaires sur le « jeune musulman de banlieue » ? Selon un rapport de l'ONU, il y aurait 15 000 personnes, issues de 80 pays, qui auraient rejoint les groupes fondamentalistes en Irak et en Syrie. Au niveau européen, environ 3 000 ressortissantEs seraient partis « faire le jihad », selon les chiffres avancés par le coordinateur européen pour la lutte contre le terrorisme. Le nombre d'EuropéenEs morts en Syrie et en Irak est estimé à environ 120 personnes depuis le début du conflit en 2012. 1 132 ressortissantEs français seraient actuellement impliqués dans le jihad, selon le ministre de l'Intérieur.

Des causes

« Il n'y a pas un profil type de jihadiste, comme on a voulu le faire croire : le petit "beur" de banlieue qui part faire le jihad à cause du racisme qu'il vit au quotidien... Les petits délinquants côtoient des gens éduqués, des villes, des banlieues, ou de la campagne », explique le sociologue Olivier Roy. Un journaliste de RFI, David Thomson, parle de Français « parfaitement insérés dans la vie active », dont « les deux



Jihadistes français vus à la télé... DR

parents sont cadres supérieurs ». Les jeunes filles viennent « plus souvent des milieux favorisés », souligne-t-il. Pas de profil, mais une dérive nourrie par une société violente, dans laquelle bien des jeunes se retrouvent isolés, sans repères, où leur révolte n'a d'autres aliments que les fantasmes violents que véhiculent des réseaux sur le net. C'est par ce biais que se font, semble-t-il, les recrutements et adhésions. Aussi marginal soit-il, ce phénomène révèle un profond malaise social auquel le projet de loi antiterroriste du 4 novembre sera bien impuissant à répondre. Confronté aux conséquences dramatiques ou monstrueuses de sa

propre politique, le pouvoir n'a de réponses que répressives, des réponses qui alimentent une campagne réactionnaire, véritable fond de commerce des pourfendeurs de l'Islam : Finkelkraut, BHL et autres Zemmour... Le Front national en est le premier bénéficiaire et pratique la surenchère : « Oui, j'ai un centre éducatif tout trouvé pour lui, c'est la guillotine, n'est-ce pas ? » dit Jean-Marie Le Pen à propos de Maxime Hauchard. Ces haines alimentent la haine, le désespoir, l'isolement et l'instabilité malade, qui mènent à la folie des sectes obscurantistes et meurtrières.

A.P. et Y.L.

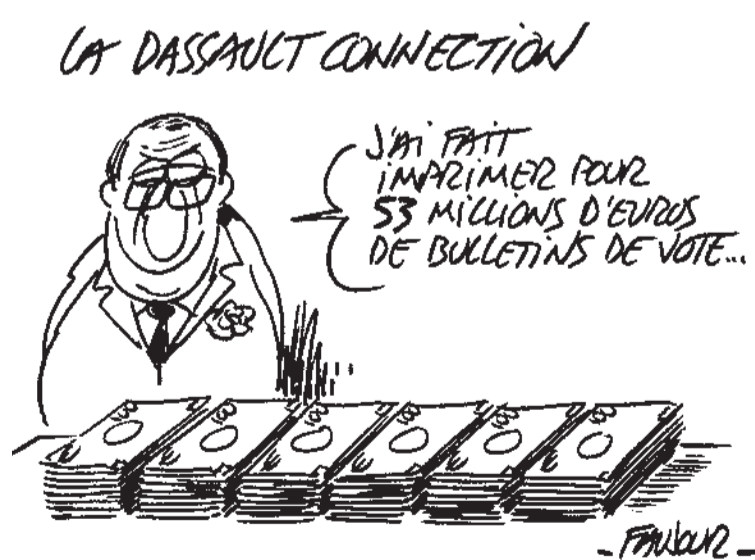
DASSAULT Tout leur est permis !

L'enquête sur les soupçons d'achat de voix par Dassault lors des élections municipales de 2008, 2009 et 2010 à Corbeil-Essonnes, connaît un nouvel épisode révélateur des frasques rocambolesque du milliardaire. Libération et France Inter ont rendu publics des procès-verbaux de Gérard Limat, comptable suisse au service de la famille Dassault depuis 46 ans, entendu début octobre par des juges...

Le comptable a été mis en examen pour « complicité de financement illégal de campagnes électorales et d'achat de votes » et « blanchiment » par les juges d'instruction en charge de l'enquête sur la corruption électorale présumée à Corbeil. Il a décrit le stratagème mis en place pour faire sortir de Suisse, entre 1995 et 2012, 53 millions d'euros en liquide et les amener jusqu'au bureau de Serge Dassault dans des sacs Carrefour, Dior, Fnac... Des liquidités qui ont, entre autres, été redistribuées à des électeurs de Corbeil-Essonnes en échange de leur voix.

Un système méthodiquement élaboré

Entre 2008 et 2012, Limat a effectué 33 livraisons. « Je précise que Serge Dassault ne me demandait pas une somme en particulier. Il m'appelait, il me disait qu'il avait besoin de me voir, je comprenais qu'il avait besoin d'argent liquide. » Limat commandait alors 100 000 à 700 000 euros, en fonction de ce que Cofinor, société suisse, pouvait livrer. Il fixait un rendez-vous dans le quartier des Champs-Élysées.



Le livreur de Cofinor le reconnaissait grâce à sa description, « grand chauve à lunettes », et son nom de code, « Romano ». 53 millions d'euros, « c'est un flux normal qui correspond aux demandes de Serge Dassault. Ce n'est pas beaucoup en quinze ans », a-t-il affirmé sans rire. Il existait aussi un compte ouvert au Luxembourg, banque Edmond de Rothschild, au nom

de la société Merger, immatriculée aux îles Vierges britanniques, pour « protéger » en cas de besoin un de ses fils. Puis au Liban, la société Iskandia, pour récompenser des acheteurs de voix après les élections de 2010...

De son côté, Dassault assure n'avoir « jamais donné un sou à quiconque pendant les campagnes ». Il aurait simplement « aidé les gens

à travailler. [...] Il m'est arrivé de donner de l'argent, mais jamais sans raison. J'ai acheté un camion à l'un, une pizzeria à un autre, des choses comme cela »...

Puis est venu le moment des règlements de compte, des chantages, des menaces physiques, des tentatives de meurtre. Dassault s'est pris au piège de son système mafieux, dans la spirale meurtrière des règlements de compte. En février 2013, Younès Bounouara est soupçonné d'avoir tenté d'abattre en plein centre-ville Fatah Hou. Ce dernier l'aurait fait chanter en menaçant de révéler que Bounouara avait touché près de deux millions d'euros en provenance de Dassault. Fatah Hou porta plainte auprès du parquet d'Évry, notamment pour association de malfaiteurs. Et récemment, c'est une école qui a été incendiée en représailles...

Le plus étonnant dans cette sinistre affaire de corruption mafieuse est le temps qu'il a fallu pour que la vérité commence à être reconnue. Le pouvoir de l'argent est bien protégé, même dans son usage le plus hors la loi !

Yvan Lemaître

Sur la place convergent aussi des cortèges de lycéenEs et d'étudiantEs alternant des slogans antifascistes et pour la défense du service public. Il y a aussi les syndicats de base, Cobas, CUB, USB, mais pas trace des organisations traditionnelles... Ce jour-là, jour de grève sociale, des manifestations ont lieu dans toute l'Italie. Dans les villes du nord, la force organisatrice centrale est la Fiom, le syndicat des métallos à gauche de la CGIL, l'équivalent italien de la CGT.

Une coalition pour le débat et l'action

À Rome, ce sont 20 000 manifestantEs qui marchent contre le gouvernement, l'austérité et le racisme, dans le bruit et les chants. À la fin de la manifestation, le cortège de sans-papiers repart dans la ville pour une seconde marche où se mêlent les slogans en français et en italien, jusque devant le Parlement italien où des délégués seront reçus par la présidente du Parlement. Cette journée de manifestations ouvre trois jours mêlant ainsi actions et débats appelés par la Coalition internationale des sans-papiers et migrants (CISPM) fondée en juin 2012 à l'occasion de la première marche européenne. Témoin de l'ancrage du mouvement des sans-papiers en Italie, les débats de la coalition se tiennent dans les locaux de l'USB (Union syndicale de base) et dans des centres sociaux, lieux occupés, dans la ville. C'est dans un de ces centres, une « école populaire » organisant des cours de musique et de langues mais aussi de boxe, que les délégations sont hébergées.

L'Europe des sans-papiers

Les délégations viennent de neuf pays avec des représentations différentes, collectifs de sans-papiers (France, Italie, Allemagne,

ITALIE Sans-papiers: le défi aux frontières et au racisme

Vendredi 14 novembre, au milieu de la place Repubblica de Rome, c'est une véritable transe au moment où des centaines de sans-papiers, les unEs venus de Turin et les autres de Berlin et de Paris, se retrouvent au son des percussions en scandant « des papiers, pas des policiers ». La veille, une délégation de 40 sans-papiers était arrivée de Paris après un voyage en minicars et une escale à Turin dans un immeuble occupé par le mouvement local des sans-papiers.



DR

Belgique), associations (Tunisie) ou réseaux/ONG (Suisse, Pologne, Espagne) et la représentante d'un syndicat pour la Grèce (PAME). Si les politiques diffèrent d'un pays à l'autre, les échanges ont montré que les mêmes tendances répressives et racistes sont à l'œuvre dans toute l'Europe, que les gouvernements soient de gauche ou de droite. Les attaques sur les migrantEs sont la pointe avancée de politiques de précarisation et de répression qui touchent tous les travailleurEs tandis que la progression des mouvements fascistes dresse les pauvres contre les pauvres. Point commun et central pour cette coalition internationale, la lutte

pour la liberté de circulation et d'installation, seule manière de mettre fin au massacre de migrantEs aux frontières de l'Europe et de revendiquer l'égalité des droits. Sont plus précisément dans la ligne de mire le règlement de Dublin III (qui renvoie les migrantEs vers le pays d'entrée) et l'agence Frontex.

En finir avec les barbelés

C'est surtout autour d'un agenda de mobilisations que cette Internationale vise à se construire et permettre le développement du mouvement. Des délégations iront à Berlin le 6 février prochain, à l'occasion d'une manifestation rappelant la mort de 15 migrants il y a un an à Ceuta,

noyés alors qu'ils étaient empêchés de rejoindre la berge par des gardes espagnols leur tirant dessus...

La CISPM a apporté son soutien à l'appel lancé par le mouvement antiraciste et antifasciste grec, Keerfa, à des manifestations dans toute l'Europe le 21 mars pour la journée mondiale contre le racisme. À la même période, dans un nouveau défi aux frontières, la CISPM organisera une double caravane de sans-papiers pour se rendre au Forum social mondial de Tunis. L'une partira de Bamako, faisant le trajet des migrantEs, et l'autre de Paris qui traversera la Méditerranée. La CISPM appelle aussi à une journée d'actions et de manifestations le 22 mai dans toute l'Europe, pour la liberté de circulation, avec des manifestations et des actions contre les gouvernements, l'agence Frontex, les ambassades des pays qui délivrent des laissez-passer pour les expulsions de leurs ressortissantEs et les compagnies aériennes qui transportent des expulsés.

Au cœur de l'Europe barbelée, les sans-papiers alertent. Le perfectionnement du contrôle et de la répression aux frontières externes est l'outil du renforcement de toutes les frontières internes et des techniques de contrôle et de répression contre toutEs. Leur défi vaut appel.

De Rome, Denis Godard



Le monde en bref

Mexique Solidarité internationale avec la lutte du peuple.

Le 20 novembre était une journée de lutte pour le retour en vie des 43 disparus d'Iguala et contre ce crime d'État. Dans la ville de Mexico, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont convergé au Zocalo au cri de « porque vivos se los llevarón, vivos los queremos » (« Ils les ont pris vivants, nous les voulons vivants ») et « Peña Nieto (président du Mexique) dehors ! ». Des assemblées, manifestations et grèves, ont eu lieu dans tous le pays. Une vraie mobilisation politique de masse est en cours avec la jeunesse et les étudiantEs comme force motrice, mais qui dresse l'ensemble de la population contre le régime et sa politique criminelle, néolibérale, de soumission à l'impérialisme. Le régime connaît une crise grave.

Cette mobilisation a eu un écho dans les villes d'Amérique latine, mais aussi en Europe et à Paris. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées place de la République entre 18 h et 20 h 30, dont des étudiantEs et membres de la communauté mexicaine. Ce rassemblement a marqué un progrès important par rapport à la première manifestation parisienne place Saint-Michel, ainsi que par la présence de beaucoup de françaisEs. Les organisations et associations du mouvement social et de solidarité ont pris la parole.



Rassemblement pour les 43 à Paris. DR

Seul parti politique à intervenir en tant que tel, le NPA était présent avec un tract diffusé par une vingtaine de militantEs et est intervenu à la tribune. Dans notre intervention très suivie et applaudie, nous avons dénoncé la complicité du gouvernement Hollande avec le régime répressif de Peña Nieto, un gouvernement qui utilise aussi la violence policière et tue des jeunes.

La solidarité avec le Mexique doit se développer dans les semaines à venir, notamment en s'adressant en particulier à la jeunesse et aux étudiantEs. Il faut aussi élargir la coordination de la campagne. Le NPA doit renforcer son engagement dans ce combat, si important pour les classes populaires du Mexique et pour la lutte anticapitaliste en Amérique latine.

Chili Lutter contre la répression.

Les avocats de la Defensoria popular, María Rivera et Rodrigo Román, ont entamé une tournée en Europe afin de populariser et trouver des appuis à leur combat contre la répression dans leur pays. Le gouvernement de Bachelet (qui réunit la droite, la Démocratie chrétienne, et la gauche, Parti communiste et Parti socialiste) met en œuvre une politique néolibérale et n'hésite pas à persécuter les militantEs et les animateurEs des luttes sociales, y compris au nom de la « lutte contre le terrorisme ». La criminalisation des luttes sociales est une tendance des gouvernements capitalistes, de droite comme de gauche. La Commission Amérique latine du NPA a eu un échange très fructueux et fraternel avec ces deux camarades et une collaboration future a été actée. Le NPA a en particulier exprimé sa solidarité avec cette délégation, suite au comportement honteux de la police française qui a retenu pendant plusieurs heures María Rivera à son arrivée à l'aéroport, lui rappelant son histoire politique... y compris sa détention par la police politique de Pinochet ! C'est cela la France « démocratique » de Hollande !

Vendredi 5 décembre à partir de 18 h 30, un débat et concert de solidarité contre la criminalisation des luttes sociales en France et au Chili, est organisé au siège national de la CNT, 33 rue des Vignoles, Paris 20°.

TUNISIE Une présidentielle dans la continuité des législatives

Quatre semaines après les élections législatives avait lieu ce dimanche 23 novembre l'élection présidentielle...

Le taux de participation des électeurs inscrits a baissé de 6% par rapport au 26 octobre. Comme aux législatives, la moitié des personnes en âge de voter ne figurent pas sur les listes électorales. La participation au scrutin est particulièrement faible parmi les jeunes et les couches sociales les plus défavorisées.

Avec 39,5% des voix, Essebsi est en tête du premier tour, comme l'était aux législatives Nidaa Tounes où se sont recyclés un certain nombre d'anciens du parti de Ben Ali. Les candidats benalistas affichés se sont par contre ramassés une nouvelle claqué (1,3% et 0,7%). Le Front populaire, qui regroupe l'essentiel des forces de gauche et une partie des nationalistes arabes, accentue sa poussée : Hamma Hammami arrive en troisième avec 7,8% des voix. Deux richissimes hommes d'affaires ont obtenu chacun près de 6%.

La principale différence avec les législatives est que le président sortant Marzouki arrive à la deuxième



Pour Hammami et le Front populaire, c'est le moment de vérité. DR

place, alors que son parti n'arrivait qu'en sixième position aux législatives. La raison est qu'Ennahdha avait choisi de ne pas présenter de candidat aux présidentielles, sans doute par peur d'accroître la visibilité de son recul. La plupart de ses membres et électeurs ont donc voté pour Marzouki qui avait servi de force d'appoint au gouvernement islamiste en 2012-2013. Grâce à ces voix tombées du ciel, Marzouki, dont le parti n'avait récolté que 2% des suffrages aux législatives, a obtenu 33,4% et sera donc présent au deuxième tour, où les TunisenEs auront donc à choisir entre la peste et le choléra. Le Président disposant de pouvoirs

réduits, cette élection a pour principal enjeu de peser sur la composition du futur gouvernement. La partie de billard pour le constituer pourrait durer jusqu'en février 2015. Quelle que soit la composition du gouvernement formé par Nidaa Tounes, sa politique se placera dans la poursuite de la politique économique et sociale néolibérale à l'œuvre sous Ben Ali, ainsi que lorsqu'Essebsi et Marzouki se sont succédé au pouvoir après le 14 janvier 2011.

L'épreuve de vérité pour le Front populaire

Dans le cas où Ennahdha participerait au futur gouvernement,

le Front populaire ne participera pas à celui-ci et ne le soutiendra pas. Sa position est moins claire dans le cas contraire. Un débat interne est prévu à ce sujet, ainsi que concernant le vote pour le second tour de ces présidentielles. Le petit courant social-démocrate « Kotb-Le Pôle » a déjà répondu qu'il était pour répondre positivement aux avances de Nidaa. Plus inquiétant, un responsable du Parti des patriotes démocrates unifié (PPDU) a déclaré : « Nous sommes disposés à travailler avec ceux qui prendront en considération les éléments les plus importants de notre programme »... La Ligue de la gauche ouvrière (LGO) s'oppose par contre à ce que le Front populaire vote la confiance ou participe à un gouvernement qui se prépare à combattre les revendications économiques et sociales de la grande majorité de la population. Reste à savoir comment se positionnera le Parti des travailleurs (ex-PCOT) qui constitue la principale force du Front.

S'allier à Nidaa serait d'autant plus catastrophique que les luttes se multiplient contre une politique économique et sociale que Nidaa se propose d'aggraver : le nombre de jours de grèves pour 2014 a déjà dépassé en octobre le chiffre record de toute l'année 2011. L'écroulement des partis qui s'étaient placés dans l'orbite d'Ennahdha ou de Nidaa prouve par ailleurs que le refus de s'allier à Nidaa est une question clé pour l'avenir même du Front populaire.

Dominique Lerouge

Version longue sur le site du NPA

« Le peuple, c'est nous, ceux qui doivent partir, c'est vous! »

« La chute du mur a montré que les rêves peuvent devenir réalité », a lancé Angela Merkel lors de la cérémonie qui s'est déroulée le 9 novembre dernier, au Mémorial du mur, Bernauer Strasse à Berlin. La chancelière, qui a vécu jusqu'à l'âge de 35 ans derrière le Rideau de fer, symbolise la réunification de l'Allemagne qui a suivi la chute du mur. Elle symbolise aussi le contenu réel qu'a pris le « rêve d'Occident » des peuples d'Europe centrale et orientale à la fin des années 80, le désir d'accéder enfin à une vie plus confortable, à un certain bien-être, à la liberté. Ce rêve a été brisé. Et le mur de l'argent a remplacé « le mur de la honte ».

Ce rêve avait été porté par une immense foule en liesse rassemblée sur l'Alexanderplatz, soulevée par tous les désirs et les aspirations jusque-là étouffés et réprimés, une marée humaine, surmontée d'un flot de banderoles, exprimant toutes à leur façon l'irrésistible aspiration à la liberté et à la démocratie. Au total, durant le mois d'octobre 1989, plus de la moitié de la population de RDA avait manifesté.

Cette irruption populaire était devenu irrésistible. La bureaucratie moscovite, occupée elle-même à tenter de se réformer, avait bien compris qu'il lui fallait céder. À la fin des années 1980, Gorbatchev se résigne à lâcher ses satellites. Les 7 et 8 octobre 1989, il vient à Berlin pour la commémoration du 40^e anniversaire de la RDA, la République démocratique allemande. Sa présence encourage les premières manifestations qui ont lieu dans toutes les grandes villes. La jeunesse se dressait en réponse à la grande parade militaire à la stalinienne, avec délégations obligatoires des enfants des écoles, des travailleurs d'usines... Président de la République et secrétaire général du parti depuis 1971, Erich Honecker assistait à la parade avec tous les octogénaires et septuagénaires du régime.

Dix jours plus tard, le gouvernement sombrait dans la crise. Le 18 octobre 1989, Honecker est limogé : « Pour des raisons de santé, le comité central a accepté, à la demande d'Erich Honecker, de le démettre de ses fonctions de secrétaire général, de président du Conseil d'État ainsi que de président du conseil national de défense de la RDA. » Les digues ont cédé...

La fin d'une monstrueuse caricature

Comme l'ensemble des pays du glacié de l'URSS, la RDA n'avait rien de socialiste : elle n'avait pas connu de révolution mais l'occupation par les chars russes quand le régime nazi s'est effondré. Elle est née de l'offensive contre le bloc dit soviétique déclenchée par les USA et leurs alliés, justifiée au nom d'une croisade anticommuniste : la guerre froide.

Malheureusement, l'irrésistible montée populaire qui a renversé le mur n'avait pas de direction. La classe ouvrière désorganisée, dominée par la dictature de l'appareil stalinien, n'était pas en mesure d'ouvrir une autre perspective pour faire que le rêve devienne réalité. Seule une petite minorité d'opposantEs, le plus souvent trotskistes, militait pour une Allemagne réunifiée socialiste. Dans une situation où le bloc dit communiste s'effondrait, où l'unification s'est faite



Le 4 novembre 1989, un million dans les rues de Berlin-Est. DR

sous l'égide d'un capitalisme qui paraissait triomphant, l'aspiration à la liberté et l'attrait du Mark ont été les plus forts. Les travailleurEs et les classes populaires, la jeunesse, ont cependant tourné une page sanglante de l'histoire pour en finir

avec la monstrueuse caricature du communisme que représentait le stalinisme. Une étape indispensable sur la route des luttes d'émancipation, même s'ils n'ont pu empêcher que l'offensive libérale se mondialise...

Yvan Lemaitre

Yalta contre les peuples

En 1945, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la bureaucratie du Kremlin était au faite de sa puissance. 10 ans auparavant, elle avait été en mesure d'éradiquer littéralement ce qui restait du parti communiste de Lénine-Trotsky. Dans ces conditions la résistance du peuple soviétique à l'invasion nazie (Stalingrad, 1943) se fit au bénéfice du Kremlin, qui jouissait d'un prestige immense...

Sous couvert d'anti-nazisme, une coopération, vite conflictuelle, s'instaure entre Washington et le Kremlin. Lors des conférences de Yalta et Potsdam (1945), un nouvel ordre mondial fut mis en place par Roosevelt, Staline et Churchill, fondé sur la division de l'Europe et de l'Allemagne en deux. L'Europe de l'Est passe sous « influence » soviétique, l'Allemagne est dépecée par les puissances belligérantes.

La RDA est créée

En Allemagne de l'Est, devant l'avance de l'armée de l'URSS, capitalistes et junkers (propriétaires fonciers) ont fui vers les lignes « alliées ». L'économie perd ses principaux propriétaires. Dès 1945, 200 très grosses entreprises devenaient « propriétés soviétiques ». 40% de la capacité de production étaient mise « en régie » sous le contrôle des autorités d'occupation, 30% seulement de la propriété industrielle restait propriété privée (surtout des petites entreprises). Enfin, le Kremlin procédait à des démontages d'usines considérables, dont l'outillage était envoyé en URSS. C'est dans ces conditions, « à froid », qu'allait se faire l'expropriation du capital. Un régime de



Août 1961... Le mur fera 155 km de long. DR

casernes, d'oppression sinistre – la République « démocratique » allemande – est mis en place (1949). Walter Ulbricht, véritable consul de Staline, dirige le pays. Au milieu de ce territoire, Berlin, dont le sort avait été scellé à Yalta... Le secteur ouest de la ville demeurerait sous contrôle des Américains et de leurs alliés, sans continuité territoriale avec la république fédérale de l'Ouest.

Berlin, juin 1953

Staline meurt le 5 mars 1953, remplacé par Beria. En URSS, celui-ci tente une timide libéralisation. Dans ce contexte, le 16 juin 1953, les ouvriers du bâtiment de la Stalinallee se dressent, d'abord pour des motifs économiques :

ils dénoncent l'augmentation des cadences, la faiblesse des salaires. Ces conditions leur ont été imposées par le gouvernement de la RDA, vu par tous comme un gouvernement d'occupation. Rapidement, le mouvement s'étend. 60 000 manifestantEs s'en prennent aux symboles du pouvoir stalinien, aux cris de « les rousski dehors ! ». Le mouvement prend un tour politique, anti-bureaucratique. Revendications sociales, politiques et nationales, tendent à se combiner. Ulbricht, faute de mieux, appelle Moscou à la rescousse. Les chars soviétiques finiront par noyer l'insurrection dans le sang, au prix de 80 morts, 25 000 arrestations. Mais, dès lors, la crise rampante de la bureaucratie allait s'accélérer.

En URSS, fin juin, Beria est éliminé, ouvrant la voie à l'arrivée de Khrouchtchev au pouvoir. Au niveau international, l'appareil stalinien exulte de l'écrasement berlinois. Les partis bourgeois ne lèvent pas le petit doigt : il faut bien défendre le système de Yalta ! Quasi-seuls, les trotskistes prennent position en défense des ouvriers berlinois.

1956, année charnière

En juin 1953, l'heure de la révolution politique en Europe de l'Est avait sonné. On le vit quelques mois plus tard : la crise du stalinisme rebondit en Pologne. En juin 1956, une insurrection éclate à Poznan : 50 morts, 500 blessés. Ces événements heurtent de plein fouet l'appareil qui se fissure : Gomulka arrive au pouvoir, porteur d'une ligne de « libéralisation » contrôlée. L'« octobre polonais » débute. Parallèlement, en Hongrie, les choses prennent un tour encore plus radical. Le 23 octobre, sur fond d'agitation étudiante et intellectuelle, une manifestation regroupe 200 000 travailleurs à Budapest et se heurte aux forces stalinienne locales. Se noue alors une situation révolutionnaire dans le pays : des conseils ouvriers sont créés et le parti stalinien se fracture. Au final, Khrouchtchev et ses chars noieront la révolution dans le sang. En Pologne aussi, le régime gagne un répit. Mais à partir de 1956, le stalinisme entame son agonie.

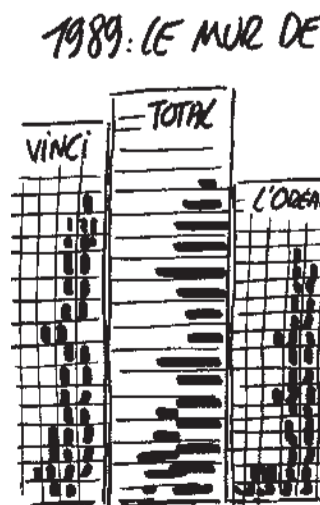
Le « mur de la honte »

À Berlin, jusqu'en août 1961, on pouvait circuler entre les zones Est et Ouest (sous contrôle des « alliés »). 3 millions de personnes avaient ainsi fui la RDA depuis 1953. Pour

Moscou, cela ne pouvait durer. Un sommet du pacte de Varsovie annonce des mesures pour « assurer autour de Berlin-Ouest une surveillance fiable et un contrôle efficace ». Dans la nuit du 12 au 13 août, la zone ouest de Berlin est enserrée de barbelés, vite transformé en mur. Elle devra désormais être secourue par un pont aérien. La RDA devient officiellement une prison à ciel ouvert...

Les occidentaux laissent faire : le président des USA Kennedy qualifie même la construction du mur de « solution peu élégante, mais mille fois préférable à la guerre »... Le mur de Berlin devient le symbole du système de Yalta. Il cristallisera la haine des peuples d'Europe contre le stalinisme.

Pascal Morsu



APRÈS LA CHUTE D L'ACTUALITÉ DU

40 ANS



LE MUR DE BERLIN, COMMUNISME?

Champagne et Alka-Seltzer!

Je me souviendrai toute ma vie de ce meeting de la LCR à la Mutualité fin novembre 1989, où Ernest Mandel, de retour de Berlin, nous enthousiasma par son récit de la révolution allemande en cours...

Car il s'agissait bien de cela : une «*irruption de millions de citoyens et de travailleurs sur la scène sociale et politique*».

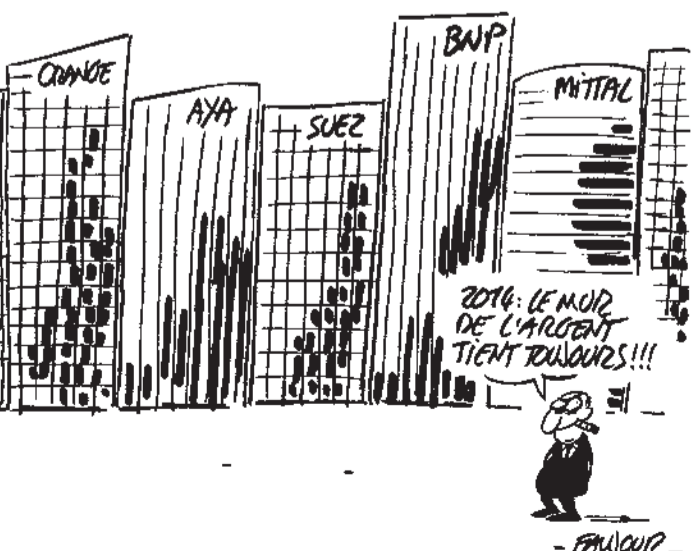
Alors, oui, champagne!

Les contradictions internes du système bureaucratique avaient craqué. Gorbatchev était intervenu pour écarter la direction du SED (le

Parti communiste). Mais surtout le peuple de RDA se débarrassait de la chape de plomb qui avait pesé sur l'Allemagne de l'Est depuis la fin de la guerre. Fuites à l'Ouest, par la Hongrie ou par l'ambassade d'Allemagne à Prague, réunions clandestines puis publiques, manifestations qui submergeaient les colonnes policières, grèves qui paralysèrent le pays.

Ernest Mandel nous présenta les événements en reprenant le fil de l'histoire, dans une double continuité : celle des révolutions anti-bureaucratiques de 1953, 1956, 1968, 1981, en Allemagne, Hongrie, Tchécoslovaquie et Pologne, mais surtout comme un soulèvement qui renouait avec les révolutions allemandes des années 20, celle du prolétariat le plus puissant d'Europe. Nous sentions un nouveau souffle révolutionnaire. Mais nous allions sous-estimer une fois de plus les effets négatifs des rapports de forces mondiaux instaurés par la contre-réforme néolibérale. Il y eut deux phases et deux dimensions croisées dans les événements de novembre 1989 : une révolte pour les droits sociaux et démocratiques (droit de circulation, d'expression, d'organisation) et le rejet des privilèges bureaucratiques, qui épousa naturellement l'aspiration à l'unité du peuple allemand. «*Nous sommes le peuple*», mot d'ordre tourné contre la bureaucratie qui niait les droits élémentaires, sera vite remplacé par un autre mot d'ordre : «*Nous sommes un peuple*». Défendant un «*socialisme à visage humain*», les opposantEs de la première heure envisagèrent une RDA socialiste et démocratique débarrassée de la bureaucratie.

BERLIN TOMBE...



« Fin de l'histoire » ou permanence de la révolution ?

Un an après la chute du mur, la réunification allemande était acceptée par les grandes puissances et ratifiée. La RDA était absorbée, en fait annexée, par la RFA, la République fédérale d'Allemagne, l'Allemagne de l'Ouest. Le 3 octobre 1990, l'Allemagne fêtait son unité retrouvée, un traité de paix était signé, mettant fin à la Deuxième Guerre mondiale près d'un demi-siècle après...

Cette réunification a été le fruit d'un long combat, pas seulement à l'Est mais aussi à l'Ouest, en particulier de la jeunesse, pour extirper de la société les survivances du régime nazi.

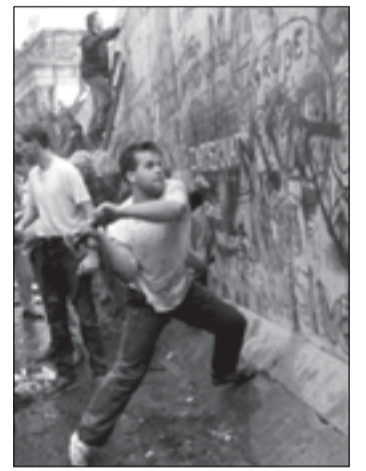
La « reconstruction »... des profits

Les premiers pas dans le processus de réunification ont été réalisés près de vingt-cinq ans après la fin de la guerre, par Willy Brandt devenu en 1969 le premier Chancelier social-démocrate de la RFA. Il est porté par l'aspiration de la jeunesse et du monde du travail à rompre avec le terrible passé et aussi par la «*détente*» entre les grandes puissances. Il engage une «*nouvelle politique à l'Est*». Les liens économiques s'intensifient, la frontière devient moins étanche, mais l'anticommuniste demeure une obsession hystérique : en 1972, le gouvernement SPD prend un décret d'«*interdictions professionnelles*» qui interdit aux communistes d'être fonctionnaires!

Si la réunification cicatrise les terribles blessures du peuple allemand, séquelles de la folie

des classes dominantes et de la barbarie nazie, les plaies de la domination et de l'exploitation capitalistes sont toujours à vif. L'économie entière est passée entre les mains du capital de RFA qui s'est réservé tout ce qui l'intéressait : fin 1993, 87% des entreprises privatisées avaient été rachetées par des Allemands de l'Ouest. Sous couvert de reconstruire l'Est, les flots d'argent public ont servi surtout à «*reconstruire*»... les profits des capitalistes, et à amortir un peu le chômage qu'ils créent. Les patrons, eux, ont su utiliser la situation calamiteuse à l'Est pour en menacer en permanence les salariéEs de l'Ouest, faire taire leurs revendications ou les faire plier. Les capitalistes de l'Ouest ont surtout saisi l'occasion qui leur été donnée de s'ouvrir sur l'Europe centrale et orientale pour y implanter des usines, s'approprier des réseaux commerciaux, gagner des marchés...

Le capital s'est approprié les fruits de la révolte du peuple allemand. Ce dernier croyait conquérir la démocratie et la liberté, alors que l'offensive libérale allait engager le monde dans une nouvelle ère de crise et de guerres.



Le 9 novembre 1989 à Berlin. DR

De l'euphorie à la crise globalisée

Peu de temps avant la chute du mur, alors que se profile l'effondrement de la bureaucratie stalinienne, Fukuyama, intellectuel conservateur nord-américain, lance l'idée de «*la fin de l'histoire*», le capitalisme et la démocratie devenant universels... S'il est vrai que le capitalisme s'est imposé à l'ensemble de la planète, son universalité comme but et fin de l'humanité est pour le moins en faillite. Il est aujourd'hui synonyme de crise mondiale, de lutte de classes acharnée contre les travailleurEs et les peuples, de guerres : une impasse dramatique pour l'humanité et la planète.

Invité aux récentes cérémonies du 25^e anniversaire, Gorbatchev, l'homme de la perestroïka, a accusé les grandes puissances occidentales d'avoir cédé «*au triomphalisme et à l'euphorie*», pour imposer leur «*monopole de la direction du monde, sa domination*. [...] *Le monde est au bord d'une nouvelle guerre froide.*» La chute du mur, la réunification s'inscrivent dans cette offensive qui a débouché sur la guerre dans l'ex-Yougoslavie, aujourd'hui en Ukraine, l'élargissement de l'Otan à des pays de l'Est européen, les guerres en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie, et l'extension de la crise capitaliste à l'échelle de la planète. Ce n'est pas une nouvelle guerre froide qui se met en place, cette page a été bel et bien tournée, mais une crise permanente, économique, écologique, politique, militaire.

L'effondrement de la bureaucratie qui avait liquidé la révolution par la terreur, combiné à la mondialisation capitaliste, a aussi créé les conditions d'une nouvelle phase de développement du mouvement ouvrier, de sa renaissance en effet retour de l'expansion mondiale du capitalisme. Le capital n'a pas pu entièrement voler aux classes populaires, à la jeunesse les fruits de leurs luttes. Les peuples poursuivent leur inlassable combat pour la fin de l'exploitation, des guerres, du militarisme, la conquête de la démocratie et de la liberté, le bien-être. Si le capital a su garder l'initiative pour capter les bénéfices de la révolte des peuples, la révolution poursuit son œuvre, et prépare les conditions de son nouvel essor, mondialisé.

Yvan Lemaître

CertainEs parmi eux, comme les quelques partisanEs de la IV^e Internationale en Allemagne, prenaient en compte l'aspiration à l'unité allemande mais souhaitaient lui donner un contenu socialiste, se prononçant pour une unification socialiste.

Du point de rupture à la restauration capitaliste

La dynamique populaire balaya tous ces débats et nous eûmes une unification de l'Allemagne, historiquement et politiquement légitime... mais dans un cadre capitaliste. Ce processus allait s'étendre dans toute l'Europe centrale et l'Europe de l'Est jusqu'en URSS en 1991. Le bloc de l'Est s'effondrait. La conjonction des poussées populaires démocratiques et du pourrissement interne du système allait conduire à la restauration capitaliste et à la généralisation de l'économie de marché.

Trotsky avait déjà envisagé cette hypothèse, dans son programme de transition de 1938 : «*Où bien la bureaucratie, devenant de plus en plus l'organe de la bourgeoisie mondiale dans l'État ouvrier, renversera les nouvelles formes de propriété et rejettera le pays dans le capitalisme, ou la classe ouvrière écrasera la bureaucratie et ouvrira la voie vers le socialisme*», expliquait-il. Survenus au début des années 1980, les changements fondamentaux dans l'économie mondiale aiguësèrent jusqu'au point de rupture les contradictions dans les pays staliniens. La mondialisation de la production, ainsi que l'introduction des nouvelles technologies de communication, comme la course aux armements imposée par l'impérialisme

nord-américain, étouffèrent les sociétés bureaucratiques. La bureaucratie, dans les rapports de forces mondiaux dominés par la contre-réforme libérale des années 80, sera l'agent cynique – les anecdotes ne manquent pas – de la restauration capitaliste. Avec la perestroïka, nombre de bureaucratés se transformèrent en patrons!

Et ensuite Alka-Seltzer...

Non seulement la restauration capitaliste submergea l'URSS et les pays de l'Est, mais surtout il n'y eut pas de résistance populaire à la hauteur de ce changement historique. Les masses ne se dressèrent pas pour défendre les «*conquêtes d'octobre*» et les acquis sociaux liés à la propriété nationalisée des moyens de production. La contre-révolution stalinienne avait détruit depuis longtemps ce qui, de près ou de loin, touchait à la révolution russe. Elle avait détruit les bases économiques mais surtout, pour des millions de gens, communisme et stalinisme étaient confondus, la conscience et l'espoir socialiste. Il n'y avait plus rien à défendre de ce système.

25 ans plus tard, les événements de novembre 1989 ont eu un résultat contradictoire. D'un côté, le stalinisme qui avait étouffé la démocratie, écrasé la classe ouvrière dans les pays où il était au pouvoir, mystifié des millions de travailleurs dans le monde, était balayé. Cet obstacle sur la voie du socialisme disparaissait. Mais d'un autre côté, la chute du mur, l'explosion de l'URSS et du bloc de l'Est, permettaient une nouvelle phase de la globalisation où le capitalisme couvrirait, à partir de là, quasiment toute la planète.

François Sabado



En bref

Sanofi Quetigny (21) Le 24 novembre, 24^e jour de grève. Le site de Quetigny, près de Dijon, fabrique 100 millions de boîtes de médicaments par an, dont 64% sont exportées. Mais depuis l'été, Sanofi (plan Phoenix!) a prévu de céder un contingent de 200 médicaments et se désengage de la production en Europe, supprimant 2600 emplois (1860 en France). Le site est cédé pour un euro à Delpharm, connu comme un des pires au plan social parmi les façonniers du secteur. Sanofi lui promet des commandes pour sept ans mais lui imposera ses tarifs...



La production du site est bloquée depuis mardi 4 novembre, avec reconduction en AG quotidienne, et des barricades ont été dressées. La plupart des syndicats et des élus du site ont été rejetés et le comité de grève est associé aux rencontres, malgré la volonté du patronat de ne négocier qu'avec les représentants du personnel. Le nombre de grévistes fluctue entre 120 et 150 selon les jours (sur 350 salariéEs au total). La direction souffle le chaud et le froid mais s'est quand même engagée par écrit sur une prime de cession négociée à partir de 15 000 euros (net ou brut, on ne sait pas), alors qu'auparavant, c'était entre 10 000 et 15 000 maxi, ainsi que sur la reprise par Delpharm de la convention collective pharmacie. Pas de garanties sur l'emploi, le maintien de la mutuelle, les primes d'ancienneté, les modalités de versement de la prime...

Les grévistes attendent 2 à 3 fois plus mais la direction exige la reprise pour négocier sur le volant supplémentaire. Avec ces maigres avancées, elle a réussi à semer le doute sur la nécessité de continuer le mouvement, avec une ligne de fracture entre celles et ceux voulant durcir (blocage total, montée au siège avec d'autres sites menacés) et les plus hésitantEs, encore minoritaires. La semaine prochaine va être essentielle et un début d'extension sur les autres sites menacés serait un point d'appui, car au-delà des modalités de cession, personne n'oublie que c'est un véritable scandale au vu des bénéfices de Sanofi.

EPR Flamanville (50) Non seulement dangereux, mais aussi coûteux!

Le 18 novembre, EdF a annoncé ce dont tout le monde se doutait : l'EPR de Flamanville ne sera pas mis en service avant 2017. Commencé en 2007, avec fin prévue en 2012 : la durée du chantier a doublé... EdF reconnaît des difficultés sur la cuve du réacteur, et met en cause Areva chargé de la construction de la partie nucléaire. Après le béton gryère de Bouygues, l'acier acheté à bas prix en Russie, les vannes montées à l'envers, voici les problèmes de soudure sur le circuit principal.

Qui dit retard dit surcoût, même si EdF ne veut rien communiquer sur ce sujet. D'un coût de 3 milliards à l'annonce du chantier, on en est aujourd'hui à 8,5 milliards. Un an de retard équivalant à environ un milliard d'euros supplémentaire, on peut estimer le coût final à plus de 10 milliards.

Cette annonce arrive quelques jours après le report du procès pour travail dissimulé sur le chantier de Bouygues et ses sous-traitants Elco et Atlanco (déjà mis en cause sur l'EPR finlandais) : salaires rognés, droits aux congés bafoués, couvertures sociales inexistantes, menaces concernant 460 ouvriers polonais et roumains. 8 à 10 millions de manque à gagner pour l'Urssaf...

Pourtant, le temps presse pour EdF. En effet le décret autorisant la création du réacteur est valable dix ans. Si au 10 avril 2017 le combustible n'est pas chargé, toute la procédure administrative devra être refaite, y compris une enquête publique. Cette course au temps et à l'argent peut laisser craindre qu'EdF ne veuille coûte que coûte mettre l'EPR en marche, au détriment de la sécurité.

Depuis le départ, le NPA refuse ce projet inutile, coûteux et dangereux. Plus le temps passe, plus il est urgent de stopper la construction de l'EPR et de sortir du nucléaire.

SEINE-SAINT-DENIS (93) “D'un côté, on manque cruellement de moyens dans le 93 et en plus on nous en retire. De l'autre, on envoie l'artillerie lourde pour exercer la répression”

Entretien. Julia Gilger est enseignante en LP à Saint-Denis. Elle est aussi parent d'élève et engagée dans la lutte départementale pour donner plus de moyens à l'enseignement public.



PHOTOGRAPHE ROUGE/JMB

Plus de 500 personnes en manif à Saint-Denis ce jeudi 20 novembre. Une belle mobilisation. Comment cela a été possible ?

La rentrée à Saint-Denis a été particulièrement dramatique et catastrophique : 19 enseignantEs manquaient à l'appel dès le 1^{er} jour de la rentrée, au moins 30 dans le 93. Des parents ont dû occuper un groupe scolaire dans lequel 9 enseignantEs n'étaient pas nommés, afin d'obtenir des remplaçants non formés. Des bibliothèques ou des salles informatiques sont transformées en salles de classe. Sans compter que la mise en place de la réforme des rythmes pose aussi des problèmes (manque de locaux, hausse non anticipée de la fréquentation des centres de loisirs...). C'est pourquoi dès le mois de septembre s'est tenue une assemblée générale de ville rassemblant parents, enseignantEs et animateurEs, pour discuter et préparer une mobilisation collective. À la fin des vacances de la Toussaint, des parents d'élèves réunis dans le collectif « Bonnets d'âne » ont réquisitionné un terrain pour l'occuper et apporter une visibilité sur le volet éducation nationale (création de postes, remplacement, formation, Rased, précarité enseignante, médecine scolaire...). La médiatisation a été spectaculaire et a permis une accélération de la mobilisation. Des parents et des enseignants (syndiqués Sud éducation) ont tourné dans les écoles, dans les salles des maîtres, pour préparer et mobiliser pour l'initiative du 20 novembre. Il s'agissait de construire cette manif de ville et dans la mesure du possible la manif à Paris. La première a été effectivement un succès.

Que sont les « Bonnets d'âne » ? Quel rapport avec la mobilisation de l'ensemble des écoles de la ville dont 42 étaient fermées ce jeudi ?



Les « Bonnets d'âne » sont un groupe de parents de quelques écoles de la ville qui ont extrêmement bien préparé ce coup médiatique. Ils ont élargi leur initiative à d'autres et ce terrain occupé est devenu emblématique de la lutte pour plus d'égalité, plus de moyens, pour Saint-Denis. Le « Ministère des Bonnets d'âne », un terrain occupé, est devenu une sorte de quartier général pour entretenir et organiser la mobilisation. Il y a eu une invitation lancée aux enseignantEs, sur une pause déjeuner, pour venir se rencontrer et préparer la grève du 20, qui avait lieu la semaine suivante. Plus de 70 sont venus, beaucoup d'écoles étaient représentées. Le soir même, des écoles faisaient savoir qu'elles seraient fermées ce fameux jeudi.

La semaine dernière, suite à un début de mobilisation des lycéenEs le 10 novembre et après des agressions, la police a occupé la ville massivement, empêchant tout développement de la mobilisation lycéenne. Comment avez-vous vécu cette situation ?

Tous les acteurs (enseignantEs, parents, élèves, éluEs, riverainEs...) n'avaient pas la même lecture de la situation qui s'est déroulée sur plusieurs jours. Il a été très compliqué à la fois de faire la part des choses et en même temps de faire des liens : expliquer que des lycéenEs avaient envie de manifester, que d'autres ne savaient pas comment s'y prendre et exprimaient une colère, d'autres encore n'étaient plus lycéens, en perte de repère et se trompaient de cible. D'un côté, on manque cruellement de moyens dans le 93 et en plus on nous en retire. Tous les jours des jeunes décrochent du système scolaire. De l'autre, on envoie l'artillerie lourde pour exercer la répression : le quadrillage policier était démesuré, d'autant plus que le calme était revenu. Cette présence a été vécue comme une véritable provocation. Il est insensé qu'un tel dispositif ait pu être autorisé par la municipalité. À l'initiative de plusieurs organisations (syndicales, politiques, association de parents, étudiants, enseignants), un tract a été distribué en direction de la population. Toute

la difficulté est de faire la jonction entre les revendications lycéennes et celles sur le manque de moyens dans le 93. C'est pas de flics dont on a besoin, c'est d'enseignantEs, c'est de formations pour les jeunes qui débouchent sur un futur.

La manifestation départementale de ce jeudi était à peine deux fois plus grosse que celle dans la seule ville de Saint-Denis...

La mobilisation dionysienne a été stimulée par le collectif des « Bonnets d'âne ». Il y a aussi eu un travail de terrain de la part de parents et d'enseignantEs. En revanche, le point commun c'est qu'aucune des villes du 93 n'a été aidée, dans le cadre de la mobilisation, par la FSU (SNES, SNUipp), alors qu'elle était à l'origine de l'appel. L'intersyndicale a également eu du mal à se mettre d'accord sur l'essentiel. Je crois que l'ensemble de ces paramètres explique l'échec de la manif départementale.

Avant la manifestation, Najat Vallaud-Belkacem, la ministre de l'Éducation nationale, a fait quelques déclarations et promis un certain nombre de choses. Tu peux dire ce qu'il en est ?

Il n'y avait pas grand chose de neuf puisque les 6 demi-journées de formation avaient déjà été annoncées en octobre. La formation doit être consécutive et s'effectuer avant d'enseigner à des classes. Sur les 500 postes d'ici 2017... c'est de 1000 tout de suite dont on aurait besoin pour l'ensemble du département. Le compte n'y est absolument pas. Il faut continuer à construire et à élargir la mobilisation à l'échelle du département, voire nationale. Un plan d'urgence pour le 93 va forcément coûter cher si on ne veut pas sacrifier toute la jeunesse d'un département. C'est d'avenir dont on parle!

Propos recueillis par JMB

INÉGALITÉS Quand tous les pauvres s'y mettront...

Hasard du calendrier, quelques jours après la publication du rapport de l'Insee sur les inégalités, les Restos du cœur annoncent l'ouverture de leur campagne 2014-2015. Avec 130 millions de repas, plus d'un million de « bénéficiaires », les Restos du cœur tentent de répondre aux besoins grandissants d'une partie toujours croissante de la population. Une autre façon de mettre en évidence les effets concrets de l'appauvrissement croissant d'une partie de la population.

Des pauvres de plus en plus nombreux... La France comptait 4,9 millions de pauvres en 2011 (+ 662 000 de 2008 à 2011) avec un seuil de pauvreté à 50% du niveau de vie médian 1 et 8,8 millions (+ 992 000 de 2008 à 2011) au seuil de 60%. Avant 2007, le revenu salarial moyen (19 370 euros en 2002) augmentait de 0,6% par an contre 0,2% de 2007 à 2012 (à 20 100 euros). Les femmes sont toujours les plus mal loties : des salaires inférieurs de plus de 20% et des pensions de retraite inférieures de 21% à celles des hommes.

Entre 2008 et 2012, le nombre de bénéficiaires du RSA socle (pour les personnes dépourvues de ressources) a augmenté de 26%. Pour l'Allocation de solidarité spécifique (pour les chômeurs en fin de droit), l'augmentation est de 27%. Au total,

plus de 4 millions allocataires dont les conditions de vie se détériorent : en 2012, près d'un quart de ces bénéficiaires ont déclaré avoir dû se priver de certains achats alimentaires (+10% par rapport à 2008). Un allocataire au RSA sur dix (1/20 en 2006) et près d'un allocataire de l'ASS sur cinq (1/8 en 2006) dit avoir renoncé à des soins de santé.

Un chômage qui frappe inégalement...

Dans la constante hausse du nombre de privéEs d'emplois, avec plus de 5 millions de « chômeurEs officiels », et 7 ou 8 millions de « mal-employéEs », les inégalités sont là aussi frappantes. En 2013, les personnes à la tête d'une famille monoparentale sont trois fois plus confrontées au chômage de longue durée que les personnes en couple (près de 9% contre environ

3%, chiffres BIT). Parmi les chômeurs de longue durée, la fin de CDD (qui touchent avant tout les femmes) est la circonstance principale de perte du dernier emploi (46%). Les employéEs et les ouvrierEs sont les plus touchés : entre 2008 et 2013, leur taux de chômage de longue durée ont progressé de 1,5 et 2,3 points respectivement, contre 0,6 et 0,4 point pour les professions intermédiaires et les cadres. Le taux de chômage des immigréEs atteignait 16,9% en 2012 contre 8,6% pour les non immigréEs. À caractéristiques égales, le risque de chômage est 1,9 fois plus élevé pour les immigréEs et 1,4 fois pour les descendants d'immigré(s) par rapport aux personnes nées françaises de parents français. En moyenne, les ménages non immigrés perçoivent des revenus (par personne, prestations sociales comprises) supérieurs de

28% à ceux des ménages immigrés. Un peu plus de 40% des ouvrierEs partent en congés chaque année, contre 70% des cadres supérieurs. Et encore, suivant les catégories, on ne part ni aussi souvent, ni aussi longtemps, ni dans les mêmes conditions...

À 35 ans, un homme cadre peut espérer vivre 47,2 ans de plus et un ouvrier seulement 40,9 ans supplémentaires. Chez les femmes, cette « espérance de vie à 35 ans » est de 51,7 ans supplémentaires pour une cadre, contre 48,7 pour une ouvrière. Et l'« espérance de vie en bonne santé à 35 ans » des cadres hommes est de 34 ans de plus contre 24 ans pour les ouvriers...

Robert Pelletier

1- Le revenu médian divise la population en deux parties égales : 50% de la population avec un revenu supérieur et 50% un revenu inférieur.

Entretien avec Daniel Kupferstein

Réalisateur du documentaire *Les balles du 14 juillet 1953*

Entretien. Si les massacres du 17 octobre 1961 et de Charonne sont désormais connus, celui du 14 juillet 1953, où six manifestants algériens et un métallo français tombèrent sous les balles de la police, reste plongé dans l'oubli. Cet hommage du mouvement ouvrier à la révolution française, alors traditionnel, fut d'ailleurs ensuite supprimé. Daniel Kupferstein a consacré à ce drame un film-enquête émouvant qui lui a demandé quatre ans de travail.



Qu'est-ce qui t'a amené à travailler sur ce sujet ?

J'avais déjà réalisé un film sur Charonne et un autre sur le 17 octobre. À l'occasion d'un débat suivant une projection, l'historienne Danielle Tartakowsky m'a dit « Tu devrais faire un film sur le 14 juillet 1953 ». Sur le moment, j'ai répondu que je ne voulais pas devenir le spécialiste des massacres parisiens. Ensuite, j'ai réfléchi et je me suis dit que les gens qui avaient vécu ces événements devaient avoir dans les 75 ou 80 ans, donc que les témoins risquaient de disparaître prochainement. Cela a été le déclic.

Comment as-tu procédé ?

J'ai utilisé le livre *1953, un 14 juillet sanglant* de Maurice Rajsfus (Ed Agnès Vienot, 2003), malheureusement épuisé aujourd'hui. Puis j'ai consulté les archives, recherché des témoins, que j'ai trouvés, certains par relations, d'autres par Internet. J'ai même passé une annonce dans le journal algérien *El Watan*, ce qui m'a permis de contacter des manifestants et les parents de victimes qu'on voit dans le film.

Pourquoi ce drame a-t-il été occulté ?

Les causes de cet oubli sont diverses. D'une part, comme je le souligne dans le film, pour que la mémoire soit transmise, il faut qu'il y ait des gens pour s'en emparer, ce qui s'est fait presque immédiatement pour Charonne car les victimes appartenaient au PCF qui était un très grand parti, et beaucoup plus tardivement, à la fin des années 80, pour le 17 octobre. En ce qui concerne le 14 juillet 1953, d'une part il s'agissait d'une manifestation du MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques dirigé par Messali



Hadj) qui a ensuite scissionné. Le FLN qui en est issu et a déclenché la lutte armée à la Toussaint 1954 n'accorde aucune importance à ces événements qui se sont déroulés avant cette insurrection. Cela peut paraître délirant, mais les victimes du 14 juillet 1953 n'ont pas officiellement le statut de martyrs. Elles sont mortes trop tôt. Ensuite, en France, le PCF et

la CGT ont dénoncé le massacre sur le coup, mais celui-ci a très vite été occulté dans le mouvement ouvrier par la grande grève des fonctionnaires d'août 1953. Dernière explication, selon Danièle Tartakowsky qui apparaît dans le film, avec l'éviction d'André Marty, le parti serait passé d'une ligne « classe contre classe » à une ligne plus centrée sur des alliances. Alors commémorer ces morts n'était plus à l'ordre du jour.

Qu'est-ce qui explique la violence des policiers qui ont tiré dans le tas, comme le reconnaît de façon assez stupéfiante un de ceux que tu as retrouvés ?

Ils ont en effet la bonne conscience de fonctionnaires qui n'ont fait que leur boulot. Les Algériens avaient à leurs yeux le statut de sous-hommes. Les tuer n'avait pas la même signification que d'assassiner des Français. Ils n'ont pas supporté que les militants algériens défilent avec un service d'ordre impressionnant, refusent de se laisser arracher leurs drapeaux et banderoles. À leurs yeux, il était inconcevable que des colonisés relèvent la tête, ne rasant pas les murs. Les deux flics qui témoignent dans le film n'éprouvent pas la moindre culpabilité. Alors que pour Charonne, tous les policiers se sont défilés : peut-être étaient-ils beaucoup plus mal à l'aise d'avoir massacré des Français ?

Quel rôle a joué ce massacre dans la conscience des Algériens ?

Il a probablement été un des éléments en faveur de la lutte armée. « Même quand on manifeste pacifiquement un jour symbolique de l'égalité, la liberté et la fraternité, on nous tire dessus, alors autant mourir en combattant »...

Propos recueillis par Gérard Delteil

Les balles du 14 juillet 1953. DVD en vente à la librairie La Brèche.

Plus d'infos sur <http://daniel-kupferstein.com>

Peinture

Les Malassis. Une coopérative de peintres toxiques (1968-1981)

L'Échappée, 2014, 32 euros



Un livre intéressant et bien documenté qui, dans le contexte de l'effervescence culturelle des années 60/70, relate en détail l'aventure un peu méconnue des peintres Les Malassis, les bien nommés, entre communisme et gauchisme, entre art et politique.

Dans la mouvance des mouvements radicaux pré-soixante-huitards souvent très éphémères en tant que collectifs, le groupe des Malassis se concrétise dans l'atelier populaire des Beaux-Arts autour des affiches de mai 68.

Issus de la radicalité des Salons de La Jeune Peinture, proches de la figuration narrative, ils s'en distinguent par le contenu très politique de leur œuvre : non pas partisans – ils sont loin du réalisme socialiste –, non pas une remise en cause de la peinture – comme le BMPT autour de Buren et Toroni qui recherchent le degré zéro de la peinture –, ni même des institutions de l'art comme le groupe Supports/Surfaces, mais critiques sans concession de la société pompidolienne policière et affairiste. Politique jusque dans la forme du groupement ; c'est un collectif qui existera pendant plus de 10 ans, un exploit, qui ne signe pas individuellement ses toiles démesurées, et qui ne les vend pas mais les loue... Dérangante et contestataire, l'aventure collective arrive au bout en 77 : avec « Les Affaires Reprennent », Henri Cueco, Lucien Fleury, Jean-Claude Latil, Michel Parré et Gérard Tisserand (avec Christian Ziemert au début) vont s'autoriser à reprendre chacun leur chemin individuel.

Ugo Clerico

Exposition au Musée des Beaux-Arts de Dole jusqu'au 8 février

Essai

Deux révolutions, la Chine au miroir de la Russie, Perry Anderson et Wang Chaohua



Agone, 2014, 15 euros

d'adaptation des « Huit Immortels », membres du groupe dirigeant ayant participé à la lutte pour la conquête du pouvoir et impulsé les réformes après la mort de Mao.

Wang Chaohua, en tant que dirigeante étudiante, a joué un rôle important dans le mouvement de 1989 et a dû ensuite s'exiler. Elle reproche à Perry Anderson une vision superficielle et trop positive du processus de réforme économique en

Chine et son ignorance des luttes au sein du groupe dirigeant dont elle donne une description qui ne manque pas d'intérêt. Elle montre le coût social énorme supporté par les ouvriers et les paysans. Wang Chaohua souligne que, depuis Tien an men, le prétendu socialisme « signifie désormais simplement que le Parti restera au pouvoir quoiqu'il arrive et pour toujours ».

Henri Wilno

Exposition

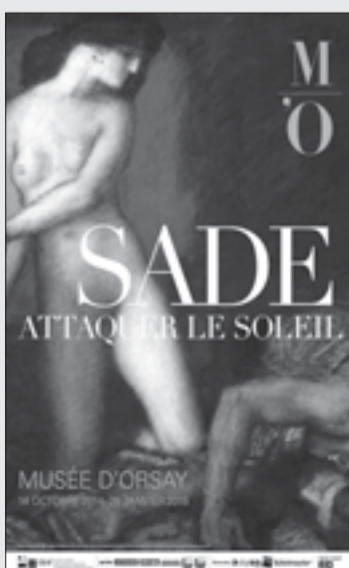
« Sade, attaquer le soleil »

Musée d'Orsay (Paris), jusqu'au 25 janvier 2015

Michel Onfray est contre, qui ne le sait ? mais Gonzague Saint-Bris est pour, comme il l'a dit au micro de Jacques Pradel, sur RTL, en décembre dernier, pour lancer l'année du bicentenaire de la mort du « divin marquis ». Il y a même un site officiel tenu par ses descendants, vendant également un champagne à sa marque dont il a fallu revoir l'étiquette figurant « une femme portant des menottes », dont on ne voulait pas aux États-Unis (*La Nouvelle République*, 18 janvier).

Voilà qui n'arriverait pas dans ce pays-ci où, explique *le Parisien* (14 octobre), on peut choisir entre « sexe heureux... ou ténébreux », avec « le Kama-sutra à la Pinacothèque, Sade au musée d'Orsay, deux visions opposées de la sexualité, l'une légère, l'autre féroce. Mais également fascinantes. » Qu'ajouter ? Riche mais floue, la sélection d'Annie Le Brun, 500 œuvres ou documents peu connus, renforce par son imprécision le trouble attendu de cette exposition.

Gilles Bounoure



Enfants

Et Picasso peint les enfants, Alain Serres

Rue du Monde, 2014, 23,90 euros



Encore un beau livre de éditions Rue du Monde dont les albums pour enfants cherchent à éveiller leur intelligence ou leur sensibilité artistique. Ici, il s'agit d'aborder l'œuvre démesurée et protéiforme de Pablo Picasso sous une focale particulière : les enfants et

l'esprit d'enfance et de jeu qui ont tant marqué la vie et l'œuvre de cet immense peintre.

Une abondance d'illustrations racontées par Alain Serres en détournant toutes les facettes : les œuvres d'enfance du jeune Pablo ; la représentation des enfants dans ses premières toiles, puis de ses propres enfants, Paul et Maya, et plus tard de Claude et Paloma ; le jeu formel des volumes dans ses peintures des Géants et cubistes ; les copies stylisées de toiles de maîtres ; les sculptures réalisées à l'aide d'objets de récupération, et surtout un itinéraire passionnant dans les multiples transpositions stylistiques (il en a fait 58 en 137 jours) de tout ou partie du célèbre tableau *Les Ménines* de Velasquez. Un livre pour enfant donc, mais pas seulement, qui montre subtilement comment la peinture de l'enfance et du jeu chez Picasso n'est néanmoins ni un jeu ni une peinture d'enfant, même si dans son évolution formelle transparait un esprit ludique et une recherche de l'innocence première. Picasso qui disait des enfants : « à leur âge je peignais comme Raphaël, il m'a fallu toute une vie pour apprendre à dessiner comme eux ».

Ugo Clerico

Ce livre se compose de deux volets : un article du marxiste anglais Perry Anderson paru en 2010 et une contribution critique de la dissidente chinoise Wang Chaohua qui fait l'essentiel de l'intérêt de l'ouvrage.

Perry Anderson commence par un constat : on ne peut réduire le destin du « communisme » (il emploie ce terme sans le moindre recul) à la fin calamiteuse de l'URSS. La Chine, pour sa part, est florissante. Suivent des développements d'une pertinence variable sur les trajectoires comparées de l'URSS et de la Chine. La marche triomphale de la Chine s'expliquerait essentiellement par des caractéristiques du régime mis en place après 1949 et les capacités politiques et



Dans le cadre de la préparation du prochain congrès du NPA qui aura lieu du 30 janvier au 1^{er} février 2015, l'Anticapitaliste ouvre ses colonnes aux cinq plateformes qui se sont constituées à l'issue de la dernière réunion de Conseil politique national.

PLATEFORME 2

Un sursaut pour le NPA

La PF2 s'est constituée à l'initiative de militantEs de trois plateformes du dernier congrès : X, Y et W, autour de deux objectifs : clarifier l'orientation et unifier le parti à travers la discussion et des possibilités d'amendements de notre texte. Nous constatons tous que, sur les questions décisives, comme la Palestine, les « Bonnets rouges » ou la grève des cheminots, l'organisation était pratiquement unanime. Mais, au quotidien, elle n'est pas en capacité d'apporter des débuts de réponse à la crise profonde du mouvement ouvrier. La faiblesse de l'implantation, en particulier dans le monde du travail, la difficulté à mener des campagnes politiques nationales, à organiser le travail dans les syndicats ou à faire de l'implantation dans la jeunesse une tâche de l'ensemble du parti, laisse les comités se débrouiller seuls.

Refuser la division du parti

La direction est paralysée par une situation héritée du dernier congrès qui a abouti à une situation absurde : celle de deux courants se constituant en s'opposant de plus en plus fortement. Ils se retrouvent aujourd'hui sur les plateformes 1 et 3. Pour les premiers, la recherche permanente de l'unité est la réponse aux problèmes de la situation. Pour les seconds, à l'inverse, il ne faudrait pour l'essentiel que se démarquer des réformistes. La plateforme 2 défend l'unité

de la classe ouvrière, et de ses organisations quand elle est un levier pour la lutte des classes, mais cela ne se confond pas avec un accord programmatique avec des partis réformistes et institutionnels. Pour les élections dans les deux années à venir, il n'y a pas d'alliance possible avec ces derniers et le congrès doit se prononcer.

Clarifier pour avancer dans une nouvelle situation

L'évolution de la situation, après deux ans de gouvernement de la gauche libérale, nous oblige à des clarifications. Oui, il faut rechercher à construire des mobilisations comme le 15 novembre pour construire une opposition au gouvernement, en s'appuyant sur les courants du mouvement ouvrier et notamment des structures syndicales, qui sont prêts à engager ce combat, construire des mobilisations politiques unitaires contre l'extrême droite, l'austérité ou pour la Palestine. Mais nous devons dans le même temps nous délimiter de « l'alternative à gauche » ou « l'alternative anti-austérité » défendues par le Front de gauche et les Frondeurs.

Il faut donner la priorité aux tâches de construction notamment dans les entreprises et dans la jeunesse, affirmer notre identité anticapitaliste et révolutionnaire, marxiste. Nous refusons les attitudes qui aggravent les tensions, les divisions, et de rentrer dans ce jeu où les uns et les autres s'accusent

PLATEFORME 1

Rassembler pour un NPA unitaire, radical et anticapitaliste

On ne peut aborder le prochain congrès du NPA sans prendre la mesure, non seulement de la profondeur de la crise actuelle du système capitaliste, une crise globale – socio-économique, politique, écologique, culturelle – mais aussi de la crise historique du mouvement ouvrier. Nous pensions que les effets de la crise provoqueraient une réaction sociale qui relancerait les mouvements sociaux. Ce n'est pas ce qui s'est passé. Certes, il y a des luttes partielles, tant dans les entreprises, la jeunesse, ou pour la défense active de l'environnement, à Notre-Dame-des-Landes ou à Sivens. Mais ces mobilisations sociales significatives n'ont pas inversé les tendances lourdes d'une situation marquée par la dégradation des rapports de forces au détriment des travailleurs et des classes populaires. La poussée de l'extrême droite est une des expressions les plus nettes de ce recul.

La transformation néolibérale de la social-démocratie s'est approfondie avec l'arrivée au

pouvoir des socialistes. Le Front de gauche connaît un processus d'éclatement. La gauche anticapitaliste connaît aussi un recul. Tous ces facteurs expriment à leur manière, la fin d'une époque pour la gauche et le mouvement ouvrier.

Reconstruire dans une situation inédite

Il faut donc reconstruire, et pour cela s'orienter vers le neuf. Construire et reconstruire de manière globale : des syndicats, des associations mais aussi de nouvelles formations anticapitalistes larges. Bien entendu, pour prendre de la chair, cette perspective doit s'appuyer sur des mouvements de masses. C'est par exemple le cas de Podemos dans l'État espagnol. C'était et cela doit continuer à être le choix du NPA.

Pour répondre à cette situation inédite, plus que jamais il faut être intégré au « mouvement réel », apparaître comme l'aile marchante de la résistance au gouvernement PS-Medef, d'où la nécessité fondamentale d'une politique unitaire, comme le 12 avril

ou le 15 novembre, de toutes celles et ceux qui s'opposent, à gauche, à la politique du gouvernement. Ce profil unitaire doit s'accompagner d'une indépendance claire et nette vis-à-vis du Parti socialiste et de toutes forces qui s'allient avec lui.

La défense d'un programme d'urgence est indispensable mais les anticapitalistes doivent aussi proposer une perspective de rupture avec le système et donc présenter un autre projet de société. Tracer les pistes d'une réponse écosocialiste est fondamental. C'est ce NPA que nous voulons construire.

Confirmer notre projet

Au travers des luttes en Bretagne, de la mobilisation pour Gaza, des mobilisations unitaires sociales et politiques, le NPA a pu confirmer son capital militant. Le premier enjeu de ce congrès est d'enrichir l'orientation du NPA et de la relancer dans cette situation politique difficile, tout en faisant un bilan sérieux et critique de nos problèmes de fonctionnement. Or, force est de constater qu'aujourd'hui, au nom de la « rupture

avec le suivisme vis-à-vis des réformistes », trois plateformes remettent en cause la dimension unitaire de l'intervention du NPA. Ne pas laisser s'installer le sectarisme est donc aussi un des enjeux clés de ce congrès. C'est de ce point de vue que nous regrettons que les camarades de la plateforme 2 – avec lesquels nous avons animé le parti et assuré la participation du NPA à son action unitaire – refusent une démarche commune pour le prochain congrès. Confirmer un NPA unitaire, radical, anticapitaliste, est une chose trop importante pour que nous renoncions à la recherche d'un accord majoritaire pour ce congrès. C'est le sens de notre proposition de mettre en place une commission pour élaborer un texte commun. Nous sommes convaincus de ce besoin militant !

Pour la Plateforme 1,
Antoine Chauvel (Le Mans – 72),
Sandra Cormier (Nantes – 44),
Sandra Demarcq (Paris 19^e – 75),
Thomas Miele (Ivry-sur-Seine – 94),
Christine Poupin (Rouen – 76),
François Sabado (Pantin – 93)

PLATEFORME 3

Pour un parti révolutionnaire implanté dans le monde du travail et la jeunesse

Le contexte dans lequel se présente ce congrès est celui d'une crise profonde du NPA (perte d'effectifs, baisse de l'activité militante, crise de direction...). Face à l'exacerbation de la crise capitaliste, au discrédit général de la gauche, à la désorientation et à la confusion croissantes, les choix fondamentaux de la direction du NPA depuis sa fondation ont consisté à accompagner cette situation en menant une politique suiviste vis-à-vis des réformistes, comme lors des élections régionales et municipales hier ou des collectifs trois A aujourd'hui. Au contraire, lorsque nous avons mené une politique indépendante de celle des réformistes (pôle ouvrier lors des manifestations en Bretagne, Palestine), nous avons gagné

en lisibilité vis-à-vis du monde du travail et de la jeunesse. C'est pourquoi il faut aujourd'hui rompre définitivement avec cette politique, ce que ne font aucune des deux plateformes issues de la majorité. L'une – la plateforme 1 – propose de continuer la même politique, tandis que l'autre – la plateforme 2 – reste à mi-chemin, en proposant de changer les formules sans pour autant clarifier concrètement nos rapports avec les réformistes sur le terrain politique et électoral. Nous pensons au contraire qu'il nous faut défendre une orientation de front unique dans les luttes, mais refuser tout front politique et électoral avec les courants réformistes du Front de gauche ; centrer notre activité sur le développement des mobilisations et de

de « ne pas construire le même parti ». Nous construisons toutes et tous, avec nos divergences, le NPA et nous entendons débattre sans aucune exclusive, et agir ensemble.

Nos objectifs sont simples :
– donner la priorité à la construction, à l'intervention dans le monde du travail et la jeunesse, affirmer la politique de l'organisation, dans les mobilisations et les élections,
– construire des mobilisations en ayant la préoccupation de l'unité ouvrière. Outre l'activité syndicale, nous travaillons au regroupement de militantEs anticapitalistes sur les lieux de travail et dans les organisations syndicales contre la politique du dialogue social, contre le gouvernement et pour l'indépendance de classe,
– redonner à l'organisation une direction soucieuse de l'unifier, de débattre démocratiquement et de mener les campagnes communes qui s'imposent.

Plate-forme présentée par Alain Krivine (93 CPN), Alice Collonges (38 CPN), Antoine Larrache (75 CE), Aurélie (93 CPN), Cathy Billard (93 CE), Danièle Patinet (21 CPN), Galia Trépère (91 CE), Ian (31 CPN), Isabelle Ufferte (33 CPN), Isabelle Larroquet (33 CPN), Jean-Marc Bourquin (93), Jihane Halsanbe (75 CPN), Julien Pacontan (75 CPN), Julien Salingue (93), Kaya Doyeux (76 CPN), Laurent Delage (33 CPN), Marino Paris (75, énergie), Mimosa Effe (75, BSJ), Pascal Adams (27 CPN), Pauline Salingue (75 CPN), Raphaël Greggan (93 CPN), Raymond Adams (59 CPN), Robert Pelletier (92 CE), Malika-Sandrine Charlemagne (75 CE), Simon Lambert-Bilinski (26 CPN), Simon Picou (93, GTE), Sylvain Loube (75 CPN), Yvan Lemaître (91 CE), Yves Hollinger (21 CM)

PLATEFORME 4

Se construire pour se donner les moyens d'une politique révolutionnaire

Certains camarades déplorent l'existence de 5 plateformes à ce congrès : les uns pour en appeler au « rassemblement » du parti (derrière la fusion de deux plateformes !), d'autres pour la constitution de ce qui figurerait un bloc des gauches du parti. Et nous voilà repartis dans ces interminables tractations d'alliances et contre-alliances entre autant de fractions concurrentes qui transforment nos congrès en mini-arènes parlementaires. Sans jamais aboutir à une orientation claire, quelle que soit

l'arithmétique issue des votes. Et pour cause. Notre organisation, depuis sa fondation, faute d'être devenue le « parti de masse » qu'elle espérait, n'est jamais qu'un petit Front de l'extrême gauche (plus exactement d'une partie de l'extrême gauche !), chaque courant militant selon sa propre orientation politique et son domaine privilégié. Mais faut-il s'en lamenter ? Après tout, 5 plateformes, ce sont autant de courants qui chacun selon leurs choix et leur domaine apportent leur dynamisme militant au parti,

sans être pour autant en mesure d'imposer une quelconque légitimité aux autres. Mais l'objet d'un congrès du parti – surtout celui-là – n'est pas que chacun fasse de la propagande pour son programme particulier. Voilà pourquoi nous présentons une plateforme qui ne vise pas à faire voter sur le programme de notre courant (la Fraction l'Étincelle), mais qui s'adresse à tous les membres du parti, quelle que soit leur « sensibilité », pour discuter du problème essentiel à résoudre : celui de la reconstruction du parti après

une période difficile. Comment ? Par quels moyens ? Avec quelles priorités ? Autrement dit : comment accroître notre influence, notre implantation et nos capacités d'intervention. Une des options proposées par certains est de refonder notre programme, le rendre explicitement révolutionnaire. Nous sommes pour continuer la discussion à ce sujet, bien au-delà de ce congrès, et si possible dans un contexte où nos interventions permettront d'en discuter concrètement. Mais ce n'est pas le manque de radicalisation de

notre programme qui explique le délitement actuel.

L'autre option qui nous est proposée est de conclure une alliance politique durable avec les forces de la gauche de la gauche, syndicale et politique, voire au-delà. Le raisonnement de ces camarades est le suivant : puisque nous sommes trop faibles pour avoir un impact réel, unissons-nous à d'autres, prétendument plus forts. Oui, nous sommes faibles, trop faibles justement pour espérer tirer vers nous d'éventuels alliés, ouvertement ni révolutionnaires ni même anticapitalistes. Ne restera plus alors, pour faire durer l'alliance, que de les suivre et nous laisser tirer vers eux... au risque de nous perdre !

Notre véritable priorité

Pour jouer un rôle sur la scène politique, le NPA ne peut pas se contenter de l'image de petit parti combatif qu'il a aujourd'hui. Il doit acquérir une influence dans les couches populaires et d'abord dans le prolétariat, industriel ou autre. Nos orientations pour la période doivent donc, à notre avis, porter pour l'essentiel sur l'implantation dans le prolétariat et l'intervention dans les luttes de classes pour y défendre systématiquement l'auto-organisation de ceux en lutte, la convergence des mobilisations jusqu'à la réalisation du mouvement d'ensemble, un objectif éminemment politique qui seul serait susceptible d'imposer nos objectifs, le renversement du capitalisme.

Plateforme présentée par Aurélien (75, CPN), Bernard (92), Christian (78, CPN), Clément (92, CPN), Hervé (91, CPN), Florès (93, CPN), Isabelle (67, CPN), Marie (67, CPN), Zara (75, CPN)

Souscription 2014

Par chèque
à l'ordre de « NPA souscription »
et à renvoyer à NPA souscription,
2 rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

Par carte bancaire
<http://souscription.npa2009.org>

Association de financement « NPA souscription » 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil. Agrément de la CNCCIF 06 avril 2006. Deux destinés au NPA.

l'organisation des travailleurs et de la jeunesse, en premier lieu dans les entreprises; comprendre et affirmer qu'une alternative politique, une perspective de pouvoir issue des mobilisations des exploités et des opprimés, ne pourront surgir qu'en dehors des institutions.

Cette orientation découle de notre compréhension de l'actualité d'un projet révolutionnaire. Comme nous l'écrivons dans notre plateforme : « La transformation révolutionnaire de la société, c'est la révolution socialiste; la rupture avec les institutions, c'est le renversement de l'État et son remplacement par un pouvoir des travailleurs basé sur des organes de démocratie ouvrière et populaire. Les travailleurs ont à y jouer un rôle central, car ce sont eux qui ont les moyens de bloquer l'économie par la grève générale et d'ouvrir ainsi la possibilité de la prise du pouvoir. Notre objectif à long terme est celui d'une société communiste, débarrassée de toute forme d'exploitation et d'oppression, capable d'en finir avec la destruction systématique de la nature ainsi qu'avec la division entre travail intellectuel et travail manuel. » C'est pourquoi nous pensons nécessaire que le NPA avance désormais dans un certain nombre de clarifications stratégiques et programmatiques. C'est autour de ces objectifs que le courant Anticapitalisme et Révolution et le Courant Communiste Révolutionnaire se sont regroupés; nous sommes convaincus que ces objectifs sont partagés

par bien d'autres, et c'est pourquoi nous regrettons qu'à ce stade, les camarades de l'Étincelle et de la Tendence Claire aient fait le choix de présenter des plateformes séparées. Ce congrès doit être l'occasion de faire converger tous ceux qui souhaitent défendre ces perspectives politiques et rompre avec l'orientation qui a contribué à maintenir le NPA dans la crise actuelle.

Les camarades A & R et CCR du CPN

PLATEFORME 5

Pour le communisme autogestionnaire!

Contre la société capitaliste, nous devons porter haut et fort un projet communiste autogestionnaire, pour que notre parti ait une identité forte, qui donne envie de militer, et qui stimule les luttes. Un

« super-syndicat » ne suffira pas ! La rupture avec le capitalisme passe par l'auto-organisation de la classe exploitée, dans les assemblées générales, les conseils d'usine, de quartiers et de villages, formant son propre pouvoir, avec des délégués élus, révocables, sans cumul... **Ce pouvoir des travailleurEs est la condition pour renverser à la fois les capitalistes et leur État (politiciens, police, armée...).** Défendons publiquement cette stratégie révolutionnaire, en montrant le lien avec les revendications qui émergent des luttes. Avançons l'expropriation sans indemnités ni rachat et le contrôle des travailleurEs pour mettre fin aux licenciements, au management par le stress, au chômage et à la précarité par le partage massif du temps de travail. L'expropriation des grands groupes est aussi la condition pour en finir avec le productivisme et la publicité, reconvertir les industries polluantes, sortir du nucléaire et des énergies fossiles, pour en finir avec les médias bourgeois, la culture à deux vitesses et marchandisée... **Cela va de pair avec l'organisation de la résistance aux capitalistes et au gouvernement en poussant à l'unité d'action la plus large.** Au contraire, étant sans illusion sur le

« dialogue social » ou de nouvelles élections, nous construisons le rapport de forces par l'auto-organisation, et la convergence des luttes, vers la grève générale, conditions pour obtenir des victoires et pour que la conscience de classe progresse. Mais les bureaucraties syndicales font tout pour démolir, par les journées d'action dispersées, etc. Nous devons savoir le dénoncer ! Tout ceci montre l'importance de nous construire dans les entreprises, de discuter collectivement de comment intervenir dans les syndicats et les collectifs, de prendre des initiatives pour aller vers un courant intersyndical lutte de classes... **Nous sommes dans les luttes contre toute oppression sexiste, raciste, LGBTIphobe, et nous défendons l'alliance avec le mouvement des travailleurEs, en misant sur l'auto-organisation de celles et ceux qui luttent (cadres non mixtes...).** Contre l'extrême droite, il faut l'unité d'action de notre classe (donc sans le PS). Il faut se lier avec les collectifs antifa qui ne sont pas des coquilles vides, en cherchant à les massifier. Utilisons les élections pour défendre notre projet, en disant clairement que notre stratégie n'est pas la même que l'impatte du FdG (VI^e

République, politique de relance...). Donc ne laissons pas entendre que nous avons la même « alternative à l'austérité », et cessons de mettre les anticapitalistes comme LO sur le même plan ! **Nous devons défendre publiquement la rupture avec l'UE, dans une perspective révolutionnaire et non pour un repli national-capitaliste qui n'apporterait aucune solution. Il ne s'agit pas simplement de s'opposer aux traités, mais de dire clairement qu'un État des travailleurEs n'aura pas d'institutions communes avec des États bourgeois, et au contraire cherchera à les renverser par l'extension de la révolution.** **Aux côtés des PalestinienEs, des Kurdes, des mouvements anti-austérité en Europe... nous défendons la solidarité internationale de notre classe, tout en dénonçant les interventions impérialistes, à commencer par celles de l'État français.** **Enfin notre parti doit être le plus possible en accord avec notre projet.** C'est-à-dire accueillant pour toutEs les exploitésEs révoltésEs, démocratique, avec un plus grand contrôle sur le CE et le porte-parolat, avec des débats francs mais fraternels, un souci de la formation de toutes et tous.

l'Anticapitaliste

la revue

Le n°60 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :
l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.



L'Anticapitaliste | Libre expression

SINJAR “ J’avais peur de fermer les yeux après avoir vu cette tragédie ”



DR

Entretien. Kurde yézidi, députée au Parlement européen de 1999 à 2009 pour Die Linke (en Allemagne), **Felekna Uca** travaille aujourd’hui pour la municipalité de Suruç, petite ville du Kurdistan de Turquie à quelques kilomètres de la frontière syrienne et de la ville de Kobané. Suruç fait face à l’afflux de milliers de réfugiés de la région de Kobané attaquée par les bandes de l’État islamique-Daesh. C’est là que nous l’avons rencontrée.

Quelle est l’attitude de la Turquie par rapport à Daesh ?

On peut voir les relations qui existent entre les autorités turques et les soldats de l’État islamique à leur coopération à la frontière. Cela se passe ouvertement, et ces derniers jours, des images ont été montrées par plusieurs médias. On y voit que des combattants de l’État islamique et des soldats turcs parlent ensemble à un contrôle de frontière. Le ministère turc a confirmé cette conversation assurant qu’il s’agissait d’une simple rencontre.

Le gouvernement turc n’a toujours pas qualifié l’État islamique de groupe terroriste.

Quand le courant est totalement coupé, la lumière éteinte à la frontière, nous savons que des combattants de Daesh sont emmenés via la Turquie à Kobané ou bien que des ravitaillements en armes sont transportés en Syrie. Tout va dans cette direction. Il ne faut pas oublier que divers médias ont publié plusieurs fois des informations selon lesquelles les combattants de l’État islamique font un trajet en Turquie de Gaziantep vers Kilis pour rejoindre Daesh. Il y a aussi beaucoup de jeunes qui viennent d’Europe pour rejoindre l’État islamique – on en a vu venir d’Allemagne. Nous les avons arrêtés et renvoyés dans leur pays. Ils étaient ici pour aller se battre à Kobané contre les Kurdes. Le gouvernement turc n’a toujours pas qualifié l’État islamique de groupe terroriste. Le président turc dit : « l’État islamique et le PKK, c’est la même chose. » La différence, c’est que le PKK est justement en train de se battre à Sinjar pour sauver des gens. Le PKK

se bat aussi à Kobané, à Kirkouk, à Mahmoud... Si cela, c’est aux yeux de la Turquie une organisation terroriste, je pose la question : que fait la Turquie ? C’est maintenant clair pour le monde entier. Pourquoi le Premier ministre turc n’est-il pas venu ici à la frontière ? Pourquoi est-ce qu’on n’aide toujours pas les gens d’ici ? Pourquoi est-ce qu’on n’a pas mis à disposition plus d’argent pour les réfugiés ? Pourquoi l’Union européenne paye tout pour le camp AFAD, le camp des réfugiés du gouvernement, au lieu de rendre visite à l’administration de la ville (Suruç), au lieu de soutenir la ville ? Tout cela montre comment la coopération avec l’État islamique fonctionne. L’AFAD prend en charge 6 000 réfugiés alors que nous en avons près de 120 000 dans et autour de Suruç. Tout ce que nous faisons ici, le gouverneur turc dit que c’est son œuvre. Nous fournissons de l’alimentation, de l’aide, des vêtements, de la nourriture, des tentes... Nous en avons envoyé beaucoup à Kobané, des médicaments aussi. Alors, quand le gouverneur turc dit que 87 camions remplis ont été envoyés en soutien à Kobané, c’est un grand mensonge. Tout ce qui a été envoyé, ce sont les gens d’ici qui l’ont envoyé.

Vous étiez dans votre famille à Sinjar, dans le Kurdistan irakien, quand Daesh a attaqué...

Ce 3 août 2014 a été, dans l’histoire des Yézidis, une tragédie, un jour où, pour les Yézidis, toute l’humanité est morte... Sous la pression de l’État islamique, les peshmergas, les forces kurdes du Kurdistan d’Irak, se sont retirés, ils ne nous ont pas protégés, et ont emmené avec eux toutes les armes. On n’a pas aidé les Yézidis. Plus de 7 000 personnes ont péri, et 5 000 femmes sont vendues à Tel Afer ou à Mossoul comme de la

Ce 3 août 2014 a été dans l’histoire des Yézidis une tragédie, un jour où, pour les Yézidis, toute l’humanité est morte.

marchandise. Des milliers de personnes sont mortes, et des milliers d’autres sont encore aujourd’hui entre les mains de l’État islamique. Sans l’aide des YPG et JPG venus à notre secours, qui ont repoussé Daesh et ouvert un corridor pour que nous puissions fuir, nous serions tous morts. J’étais moi-même à Sinjar dans les environs quand cela s’est passé. Nous étions à Rojava dans un camp de Newroz. Nous avons, ici dans le Kurdistan turc, érigé des camps où nous avons abrité 32 000 Yézidis. Nous avons couru avec les gens, avons vécu cette tragédie et entendu cette histoire d’enfants qui ont été achetés. Nous avons entendu le témoignage de ces mères qui nous ont raconté comment les hommes ont été décapités sous leurs yeux. Des filles de 13 ou 14 ans ont été violées et ont été tuées parce qu’elles refusaient de se convertir à l’islam. Aujourd’hui encore, en ce moment même, environ 1 650 familles yézidies, 12 000 à 15 000 Yézidis, sont encerclées dans la montagne du Sinjar par les combattants de l’État islamique. Le corridor a été fermé. Aucune aide n’arrive, pas de nourriture, pas de vêtements et l’hiver arrive. Il pleut constamment. Les gens ont besoin d’armes, de nourriture, des vêtements chauds pour survivre... Les États européens ont tous aidé Erbil, dans le Kurdistan irakien : ils leur ont donné des armes, mais aucune de ces armes ni de ces provisions ne sont arrivées à Sinjar. À chaque moment, un

massacre peut avoir lieu contre les civils dans la montagne de Sinjar. 70 % de ces personnes sont des femmes et des enfants. Et si l’Union européenne et les États européens ferment les yeux, si Bagdad, Barzani et Erbil, ferment les yeux, alors un deuxième massacre de Sinjar aura lieu. J’ai travaillé au Parlement européen pendant 10 ans. Je suis allée dans beaucoup de régions en crise : en Palestine, en Afrique, en Afghanistan, dans beaucoup de pays du Proche-Orient... Mais ce que j’ai vu là, la tragédie, l’histoire des gens, les scènes que j’ai pu voir sur place, je ne les oublierai jamais. Ce sont des images que personne ne peut oublier. Les images de petits enfants qui n’ont rien à manger ni à boire pendant des journées entières, qui doivent vivre avec un demi-litre d’eau pour toute une famille de 15 personnes, cela alors qu’il fait 40 à 50 degrés. Il faut se poser la question : qu’est-ce qui se passe ? La situation était tellement mauvaise qu’au début j’avais peur de fermer les yeux après avoir vu cette tragédie. Le pire, ce sont ces femmes, des jeunes femmes, qui se sont donné la mort pour ne pas tomber dans les mains des combattants de l’État islamique, elles se sont jetées dans le vide. Elle en sont arrivées à se dire que pour sauver leur honneur, il ne restait que le suicide. C’est la pire des responsabilités à laquelle quelqu’un doit se résoudre. J’ai vu ces mères qui ont perdu leurs enfants, qui ont vu des enfants mourir de faim et de soif, sous les yeux de leurs frères et sœurs, et je n’oublierai jamais ces images. C’est une situation très dure pour moi aussi. J’ai du mal à parler de ce que moi-même et les gens là-bas, nous avons vécu. Le pire que j’ai jamais vu.

Propos recueillis par Mireille Court et Yann Puech

Vu ailleurs

Le Monde

LECLERC: QUI A LA MAIN-D’ŒUVRE LA MOINS CHERE.COM... À chaque fois le

même schéma, à chaque fois des victimes. Avant l’inauguration d’un supermarché Leclerc, des chômeurs se voient proposer une formation, effectuée dans le magasin, avec promesse d’embauche à la clé. Durant cette période, ils sont indemnisés par Pôle emploi. Mais, en lieu et place d’une formation, les chômeurs sont préposés au ménage et à l’installation des rayons de futur commerce. Quand celui-ci est inauguré et l’heure de signer le CDI venue, la moitié des chômeurs sont renvoyés pour des motifs aussi variés que futiles. Et les supermarchés franchisés – qui sont la règle chez Leclerc – ont profité d’une main-d’œuvre gratuite. Ce mode opératoire, d’après l’enquête du Monde, se constate dans plusieurs départements. [...] Leclerc semble avoir développé son système pour accompagner la vague d’ouvertures de « Drive », ces services qui permettent de retirer des courses commandées sur Internet. Les campagnes de recrutement de l’enseigne passent par des « actions de formation préalables au recrutement » (AFPR) ou des « préparations opérationnelles à l’embauche » (POE). Ces formations, d’une durée maximale de 400 heures, doivent officiellement permettre de « combler l’écart entre les compétences [détenues] et celles que requiert l’emploi [visé] ». Les chômeurs qui souhaitent travailler chez Leclerc sont contraints d’accepter ces formations s’ils veulent être recrutés.

Leclerc n’est pas la seule enseigne à profiter des aides de Pôle emploi, mais enregistre, dans ce domaine, une longueur d’avance sur ses concurrents. La plupart des conventions signées pour les ouvertures de supermarchés prévoient entre quatre et six semaines de formation. « La formation a clairement servi à lancer les machines, nous avons fait toute la mise en place du Drive, la mise en rayon, le ménage, le montage des étagères », confie un salarié d’un Drive qui a réussi à obtenir un CDI. « La direction a utilisé des prétextes pour faire partir ceux dont elle n’avait plus besoin, juste avant la fin de la formation », estime-t-il.

Élément étonnant, les organismes de formation en contrat avec Pôle emploi sont directement contrôlés par l’enseigne Leclerc. C’est notamment le cas de FM Formadif, qui a formé les chômeuses de Fleury-Mérogis, et qui appartient aux deux centrales d’achat franciliennes du Mouvement Leclerc. Dans le cas de Fleury-Mérogis, FM Formadif a perçu, selon les calculs du Monde, près de 190 000 euros de la part de Pôle emploi et du Forco, le financeur paritaire des formations dans la grande distribution, même si, finalement, moins d’un chômeur sur deux a été embauché.

« Comment Leclerc abuse des aides de Pôle emploi », *Le Monde*, jeudi 20 novembre 2014, Jean-Baptiste Chastand et Matthieu Suc

S’abonner à l’Anticapitaliste

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d’un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo + Mensuel	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre
<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d’être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire : _____

Par chèque, à l’ordre de : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM	
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €	Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 14 € <input type="checkbox"/> 1 an 28 €
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org